



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



Le rapport financier du G7 sur les systèmes agroalimentaires

Groupe de travail du G7 sur les systèmes alimentaires
2025

This document is also available in English under the title: G7 Financial Report on Agri-Food Systems

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Pour plus d'informations, contactez :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa ON K1A 0G2
Canada

Téléphone :

1-800-267-8376 (sans frais au Canada)

613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.canada.ca

Courriel : info@international.canada.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Affaires étrangères, 2025

FR5-251/2025F-PDF

ISBN 978-0-660-79205-7

Table des matières

Le rapport financier du G7 sur les systèmes agroalimentaires	1
Introduction	4
Méthodologie.....	6
Canada	8
France.....	14
Allemagne	19
Italie.....	26
Japon	32
Royaume-Uni.....	38
États-Unis	44
Union Européenne.....	49

Introduction

La durabilité des systèmes alimentaires mondiaux et l'évolution de la crise alimentaire mondiale constituent des défis majeurs pour le développement. Ces enjeux figurent parmi les priorités du G7 depuis 2009. Cet engagement s'est traduit par de nombreuses déclarations des dirigeants, notamment [*l'Approche élargie en matière de sécurité alimentaire et de nutrition pour le développement, adoptée à Elmau en 2015*](#), et [*l'Initiative des Pouilles sur les systèmes alimentaires en 2023*](#), entre autres. Plusieurs sommets du G7 ont permis de mobiliser des actions conjointes et des investissements pour soutenir la transformation rurale dynamique, la promotion d'investissements responsables dans l'agriculture, l'amélioration du suivi de la sécurité alimentaire, l'avancement d'approches multisectorielles en matière de nutrition, le renforcement de la résilience des systèmes agroalimentaires, ainsi que la protection de la sécurité alimentaire en période de conflits et de crises.

En 2025, le Groupe de travail du G7 sur les systèmes alimentaires (*G7 Food Systems Working Group, FSWG*) a adopté une approche fondée sur les systèmes alimentaires afin de mieux couvrir l'ensemble des enjeux liés à la sécurité alimentaire mondiale, tout en engageant une diversité accrue de partenaires influents. Depuis le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, la reconnaissance du rôle central des systèmes alimentaires comme facteurs à la fois de risque et de solution aux grands défis du développement s'est intensifiée. Ces systèmes sont en effet au croisement de nombreuses problématiques : sécurité alimentaire, malnutrition, croissance économique, réduction de la pauvreté, perte de biodiversité et changement climatique, entre autres.

Le FSWG du G7 a dressé un état des lieux actualisé des systèmes alimentaires mondiaux, soulignant plusieurs faits marquants :

- En 2024, environ 673 millions de personnes souffraient de la faim (soit 8,2 % de la population mondiale) représentant une diminution de 15 millions par rapport à 2023 (8,5 %) et de 22 millions par rapport à 2022 (8,7 %)¹. Toutefois, les progrès restent inégaux, la faim continuant d'augmenter dans la plupart des sous-régions d'Afrique et d'Asie occidentale.
- Plus de 294 millions de personnes ont connu des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 53 pays et territoires, avec des situations de famine confirmées au Soudan et en Palestine².
- Actuellement, 167,24 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire de niveau critique ou pire (phase 3 ou plus de l'IPC/CH).
- Une personne sur trois dans le monde (soit environ 2,8 milliards) n'a pas les moyens de se procurer une alimentation saine, ce qui souligne l'urgence de renforcer les investissements centrés sur la nutrition.
- Le Sommet Nutrition for Growth (N4G) a permis de mobiliser 27,55 milliards de dollars américains en financements pour la nutrition, et d'enregistrer plus de 400 engagements sur la plateforme du Cadre de responsabilité en matière de nutrition, afin de lutter contre

¹ FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2025. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2025 – Addressing high food price inflation for food security and nutrition*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd6008en>

² FSIN and GNAFC. 2025. GRFC 2025. Rome. <https://doi.org/10.71958/wfp130664>

toutes les formes de malnutrition et d'intégrer la nutrition dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du climat et des systèmes alimentaires.

- Les émissions directes de gaz à effet de serre de l'agriculture devraient augmenter de 6 % d'ici 2034, car les gains de productivité ne suffisent pas à compenser la hausse de la production dans les secteurs de l'élevage et des cultures³. Selon les estimations, une augmentation de 10 % de la production alimentaire, combinée à une amélioration de 15 % de la productivité agricole, permettrait d'éliminer la menace de sous-alimentation d'ici 2034, tout en réduisant les émissions agricoles de GES de 7 %⁴.
- Le changement climatique accentue la vulnérabilité des forêts, notamment en intensifiant les incendies et les infestations parasitaires, ce qui renforce la nécessité d'une gestion forestière responsable et innovante, essentielle à la transformation des systèmes agroalimentaires⁵.

Le G7 demeure un partenaire clé pour faire face à ces défis urgents. Nos investissements et partenariats contribuent à renforcer la sécurité alimentaire et à réduire la malnutrition dans les pays partenaires, permettant à des millions de personnes d'accéder à une alimentation plus nutritive et à des moyens de subsistance durables.

Dans la continuité des travaux menés sous la présidence italienne du G7 en 2024, le Groupe de travail du G7 sur les systèmes alimentaires est fier de lancer ce rapport financier actualisé du G7 sur les systèmes agroalimentaires. Ce document vise à fournir une présentation plus claire, précise et transparente des investissements du G7 dans les systèmes agroalimentaires et la nutrition, en mettant en évidence les thèmes prioritaires, les régions concernées et les mécanismes financiers mobilisés.

Le G7 FSWG se félicite des efforts collectifs déployés pour communiquer de manière plus cohérente et transparente avec les partenaires et l'ensemble de la communauté de l'aide internationale sur les investissements en faveur des systèmes agroalimentaires. Le message clé est le suivant : en 2023, le G7 a représenté 73 % de l'ensemble des investissements des bailleurs dans les systèmes agroalimentaires. Ces efforts contribuent à accélérer les progrès vers l'ODD 2 et la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

³ OECD/FAO (2024), OECD-FAO Agricultural Outlook 2024-2033, OECD Publishing, Paris/FAO, Rome, <https://doi.org/10.1787/4c5d2cfb-en>.

⁴ OECD/FAO (2024), OECD-FAO Agricultural Outlook 2024-2033, OECD Publishing, Paris/FAO, Rome, <https://doi.org/10.1787/4c5d2cfb-en>.

⁵ FAO. 2024. The State of the World's Forests 2024 – Forest-sector innovations towards a more sustainable future. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cd1211en>

Méthodologie

Ce rapport fournit des données sur les engagements financiers bilatéraux et multilatéraux, ainsi que sur les décaissements dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour chaque membre du G7 pour l'année 2023. Ces données sont issues d'une combinaison d'indicateurs validés par l'OCDE/CAD et de rapports qualitatifs pour d'autres indicateurs. Vous trouverez ci-dessous un aperçu de la méthodologie:

Texte introductif : Document de référence principal guidant les investissements dans les systèmes agroalimentaires et mettant en avant les priorités politiques pour l'année de référence.

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

Indicateurs	Notes
1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral)	Selon la définition de la FAO des systèmes agroalimentaires (Sustainable food systems: Concept and framework (fao.org)). Inclut la somme des codes du CAD de l'OCDE : 11250, 12240, 31xxx (tous les 311xx, 312xx, 313xx), 32161, 32162, 32165, 32174, 32267, 43041, 43042, 43071, 43072, 43073, 52010.
1.2 Décaissements au titre de l'agriculture (y compris les forêts et la pêche)	Somme de tous les codes 31xxx
1.3 Décaissements au titre de la nutrition de base	12240
1.4 Décaissements au titre des systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne	Montant des décaissements liés aux systèmes agroalimentaires (1.1) en Afrique subsaharienne
1.5 Décaissements au titre de l'aide alimentaire	72040 + 52010
1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier	Déclarez les subventions et les prêts décaissés pour l'indicateur 1.2 (codes CAD 31XXX) et indiquez le ratio subventions/prêts. Les prêts sont rapportés en équivalent-subvention selon la méthodologie du CAD de l'OCDE. Cela s'applique uniquement aux décaissements dans le secteur agricole, car les prêts peuvent ne pas s'appliquer à d'autres secteurs comme l'aide alimentaire au développement.
1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires (par entité et au total)	Financement de base du G7 aux organisations multilatérales imputé aux systèmes alimentaires, basé sur leur part (%) des décaissements en 2023 consacrés aux systèmes alimentaires.
<ul style="list-style-type: none">• FAO• WFP• IFAD• CGIAR• UNICEF• WHO• UNDP• World Bank Group (IBRD/IDA, IFC, MIGA)• AFDB• ASDB• IADB• EBRD	

- UNIDO
- TOTAL

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Appui à la durabilité environnementale dans les projets agricoles	Engagements et pourcentage du portefeuille agricole (Indicateur 1.2) associés aux marqueurs de politique du CAD de l'OCDE : adaptation (marqueurs 1 et 2), atténuation (1 et 2), biodiversité (1 et 2), et lutte contre la désertification (1 et 2).
2.2 Appui aux interventions sensibles à la nutrition dans les projets liés aux systèmes alimentaires	Engagements et pourcentage du portefeuille associés au marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE (niveaux 1 et 2).
2.3 Soutien aux objectifs liés au genre dans les projets relatifs aux systèmes alimentaire	Engagements et pourcentage du portefeuille associés au marqueur de genre du CAD de l'OCDE.
2.4 Appui à d'autres priorités thématiques des politiques dans les investissements des systèmes agroalimentaires non couvertes par les indicateurs 2.1, 2.2 et 2.3	Narratif et/ou données quantitatives sur les décaissements décrivant des priorités thématiques alternatives.

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement	Narratif avec données sur les décaissements, le nombre de projets et les résultats, aligné avec les définitions élargies du SOFI 2024.
3.2 Appui au renforcement des capacités dans les systèmes agroalimentaires, y compris en matière de données, de statistiques, de gestion de la performance et de suivi	Narratif et/ou indicateurs; peut inclure des composantes de programmes plus vastes.
3.3 Mobilisation des financements du secteur privé dans les systèmes alimentaires	Quantité de financement privé mobilisé. Utiliser les données du CAD de l'OCDE sur la mobilisation du secteur privé, filtré selon les codes de niveau 2 du secteur de l'agriculture (codes 31XXX pour l'agriculture, la foresterie et la pêche).
3.4 Appui narratif aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)	Narratif de soutien aux priorités de la présidence, y compris l'Initiative de 2024 sur les systèmes alimentaires d'Apulia, la Déclaration d'action d'Hiroshima de 2023 pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente, et l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire de 2022, avec des exemples et/ou des décaissements.

Canada

Le Canada reste résolument engagé à renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires afin de garantir une sécurité alimentaire et une nutrition durable, tout en contribuant à la réalisation de plusieurs autres objectifs de développement durable, dans un contexte marqué par une augmentation des chocs et des facteurs de stress.

En 2023, le portefeuille d'aide internationale au développement d'Affaires mondiales Canada a continué de mettre en œuvre des approches fondées sur des données probantes dans le domaine des systèmes alimentaires. Ces approches démontrent comment les programmes soutiennent divers objectifs de développement, notamment l'autonomisation des femmes dans toute leur diversité, la promotion d'un changement transformationnel en matière d'égalité des genres, la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité, la réduction de la malnutrition ainsi que le soutien à une croissance économique inclusive.

Face à la crise mondiale de l'alimentation et de la malnutrition en 2023, le Canada a consenti d'importants investissements nouveaux, tant en aide humanitaire qu'en aide au développement. Ces investissements visent à répondre aux besoins immédiats tout en s'attaquant aux causes profondes de la faim et de la malnutrition. Le Canada a investi 1,6 milliard de dollars canadiens dans des programmes intégrant la nutrition et 99,2 millions de dollars canadiens dans des programmes spécifiquement axés sur la nutrition. Le pays a également mis l'accent sur une approche sensible au genre en matière de nutrition, ciblant les besoins des femmes, des enfants et des adolescentes, en fournissant des interventions vitales telles que l'alimentation thérapeutique, la supplémentation en micronutriments et le soutien à l'allaitement maternel dans les situations d'urgence.

Dans le cadre de ses investissements et partenariats en financement climatique, le Canada encourage l'adoption accrue de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) afin d'assurer une production durable d'aliments suffisants et nutritifs. L'approche canadienne en matière d'AIC vise à atteindre simultanément plusieurs objectifs : accroître la production durable, renforcer l'adaptation au changement climatique et contribuer à son atténuation. Ce modèle agricole favorise non seulement la résilience face aux chocs climatiques, mais aussi la stabilité de la production agricole et la rentabilité économique.

Le Canada mobilise ses programmes novateurs de financement et de financement climatique pour appuyer les systèmes alimentaires. Il soutient ainsi les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur dans les pays en développement, particulièrement les femmes, afin de les aider à mieux s'adapter au changement climatique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à des pratiques d'agriculture intelligente face au climat.

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

Canada – Résumé (2023, millions USD)

Indicateur	Montant
1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral)	371.1

1.2 Agriculture (y compris les forêts et la pêche) 217.8

1.3 Nutrition de base 73.5

1.4 Systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne 207.1

1.5 L'aide alimentaire

Canada – L'aide alimentaire (2023, millions USD)

Type	Montant
Aide alimentaire urgence	230.1
Aide alimentaire au développement	21

1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier

Canada – Instrument financier (2023, millions USD)

Type	Montant
Subventions	170.7
Prêts (équivalent-subvention)	47.1
Prêts (équivalent-subvention)	3.6

1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires

Canada – Organisations multilatérales (2023)

Organisation	Pourcentage imputé des contributions de base aux systèmes agroalimentaires	Montant (en millions USD)
FAO	Contribution de base (67%)	7.48
WFP	Contribution de base (6%)	1.11
WHO	Contribution de base (2%)	0.23
UNICEF	Contribution de base (3%)	0.36
CGIAR	Contribution de base (100%)	11.12
IFAD	Contribution de base (73%)	13.53

World Bank Group (IBRD/IDA, IFC, MIGA)	Contribution de base (11%)	108.46
AsDB	Contribution de base (6%)	1.34
UNDP	Contribution de base (1%)	0.30
Total		143.93

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Durabilité environnementale

Canada - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
2.1 a) Adaptation	117.16	66.64	82%
2.1 b) Atténuation	7.16	51.53	26%
2.1 c) Biodiversité	3.02	82.62	38%
2.1 d) Désertification		16.92	8%

2.2 Interventions sensibles à la nutrition

Canada - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur de politique nutritionnelle	160.09	128.77	6%

2.3 Objectifs liés au genre

Canada - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur d'égalité genre	66.12	358.73	99%

2.4 Appui à d'autres priorités politiques thématiques

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement.

En 2023, le Canada a versé une contribution de 10 millions de dollars canadiens au CGIAR afin de renforcer les capacités institutionnelles au sein de son réseau mondial. Ce soutien a permis d'accélérer des progrès significatifs en matière d'innovation agricole et de résilience. Par exemple, au Bénin, des femmes formées à des techniques améliorées de transformation du riz ont pu obtenir 140 kg supplémentaires de riz décortiqué et générer un revenu additionnel de 73 dollars canadiens par tonne de riz paddy. En Inde et au Bangladesh, les revenus des agriculteurs ont augmenté de 40 % grâce à un meilleur accès aux intrants et aux services agricoles. En Afrique de l'Est et australe, plus de 11 millions de dollars canadiens ont été mobilisés pour accompagner les entreprises agricoles dans l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au changement climatique. Par ailleurs, en Colombie, au Guatemala et au Honduras, plus de 2 000 foyers ont bénéficié de variétés locales adaptées de maïs, de riz et de haricots, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité alimentaire.

Le Canada est un membre fondateur du Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'un de ses principaux donateurs, jouant un rôle important et constant dans sa gouvernance. Depuis sa création en 1977, le Canada a contribué 771 millions de dollars canadiens aux ressources de base du Fonds. En plus de ces contributions, le Canada a accordé 340 millions de dollars canadiens en prêts climatiques pour soutenir les programmes d'agriculture intelligente face au climat destinés aux populations rurales des pays à faible revenu et en développement. En 2024, le Canada a renforcé son appui en accordant un prêt de 100 millions de dollars canadiens au Programme de financement du secteur privé du FIDA, visant à accroître l'investissement privé dans l'agriculture à petite échelle. Durant la période FIDA12 (2022-2024), le soutien du Canada aux projets du FIDA a permis à 1,1 million de ménages d'adopter des technologies résilientes au climat et créé près de 390 000 emplois. Les programmes de nutrition ont atteint 3,3 millions de personnes, dont plus de la moitié des femmes bénéficiaires ont rapporté une diversité alimentaire minimale. Grâce à ses investissements dans le secteur privé, le FIDA a mobilisé 298 millions de dollars américains supplémentaires, atteignant plus de 850 000 bénéficiaires avec un meilleur accès au financement afin d'améliorer la production et de développer des solutions intelligentes face au climat dans les communautés rurales.

En 2023, le Canada a fait progresser les résultats mondiaux en matière de nutrition en déboursant plus de 99,2 millions de dollars canadiens pour soutenir des programmes spécifiquement axés sur la nutrition, atteignant plus de 754 000 femmes et adolescentes avec des services essentiels. Nutrition International, partenaire clé, a obtenu des résultats substantiels grâce au soutien institutionnel du Canada, notamment en évitant 511 000 cas de retard de croissance, en sauvant 150 000 vies d'enfants et en prévenant 304 cas de malformations du tube neural grâce aux efforts de fortification alimentaire. Ces résultats soulignent l'engagement du Canada à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier pour les femmes, les enfants et les populations vulnérables.

3.2 Renforcement des capacités dans les systèmes agroalimentaires, y compris en matière de données, de statistiques, de gestion de la performance et de suivi

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), hébergée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), vise à fournir une analyse rigoureuse, fondée sur des données probantes et un consensus, des situations d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguë. Cette analyse soutient les interventions d'urgence en cas de famine ainsi que l'élaboration de politiques et de programmes à moyen et long terme. L'IPC offre au secteur humanitaire la meilleure analyse possible de la sécurité alimentaire, sur laquelle fonder les décisions en matière de politiques et de programmation. Le Canada a accordé 5 millions de dollars canadiens sur trois ans (2022-2025) à l'IPC. Ce soutien a permis à l'IPC de renforcer sa capacité à fournir des données essentielles, de grande qualité et en temps opportun sur toute crise liée à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Le Canada appuie le secteur public dans les pays partenaires en fournissant une assistance technique visant à réformer les institutions et à améliorer la coordination des responsabilités gouvernementales en matière de salubrité des aliments aux niveaux national et infranational. Par l'intermédiaire de l'initiative Modernisation de l'agriculture au Ghana (MAG), le Canada accorde un financement direct au ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana afin de renforcer la sécurité alimentaire et de promouvoir un secteur agricole plus moderne, équitable et durable. Les principales activités comprennent la modernisation des services de vulgarisation agricole, le renforcement des départements agricoles locaux, la réforme de l'enseignement agricole ainsi que l'amélioration de la coordination et de l'accès au marché dans l'ensemble du système alimentaire.

3.3 Mobilisation des financements du secteur privé

Canada – Financements du secteur privé (2023, millions USD)

Montant	4.589
---------	-------

3.4 Appui aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)

2024 – Actions soutenant l'[Initiative des Pouilles sur les systèmes alimentaires](#) (AFSI)

Le Canada a contribué à hauteur de 9,5 millions de dollars canadiens au projet « Biodiversité pour des écosystèmes résilients dans les paysages agricoles » (B-REAL, 2025-2026) mis en œuvre par le CGIAR. Ce projet soutient le Programme sur les paysages multifonctionnels, qui vise à conserver et restaurer la biodiversité dans des zones agricoles intensivement exploitées et soumises à un stress climatique important, notamment en Colombie, au Kenya et au Pérou. En collaboration avec les gestionnaires de terres et les agriculteurs, le projet ambitionne de conserver ou gérer durablement 40 000 hectares de terres, planter 100 000 arbres indigènes et préserver jusqu'à 30 espèces indigènes menacées à travers la mise en place de banques communautaires de semences et de pépinières d'arbres. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la Vision pour des cultures et des sols adaptés (VACS), une composante de l'Initiative des Pouilles sur les systèmes alimentaires du G7.

Le Canada a assuré la continuité des travaux du Groupe de collaboration du G7 sur les systèmes alimentaires durables (« Collaborative »), lancé sous la présidence italienne du G7 en 2024. Cette initiative vise à renforcer la coopération entre les institutions financières de développement (IFD) et les banques publiques de développement (BPD) des pays participants au G7, tout en encourageant la participation du secteur privé dans la construction et le renforcement de systèmes agroalimentaires durables dans les pays émergents et en développement (PEPD). Sous une coprésidence tripartite, composée de FinDev Canada, de la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) et de British International Investment (BII), la Collaboration œuvre à l'élaboration d'une approche commune en matière de critères d'investissement et de mesure d'impact, dans le but de financer la sécurité alimentaire de manière durable.

2023 – Actions soutenant la résilience ([Déclaration d'Hiroshima pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente](#))

En 2023, le Canada a lancé le Cadre des systèmes agroalimentaires résilients, un guide interne visant à améliorer la programmation, les politiques et le plaidoyer du Canada en matière de systèmes agroalimentaires internationaux. Ce cadre promeut quatre axes d'action : l'agriculture intelligente face au climat, les chaînes de valeur agroalimentaires durables, la gouvernance inclusive des systèmes alimentaires, et des filets de sécurité productifs.

2022 – Actions soutenant l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (initiative triennale achevée en 2024) [Déclaration du G7 sur la sécurité alimentaire mondiale](#)

En 2022, le portefeuille international canadien sur les systèmes agroalimentaires a contribué aux efforts visant à répondre à la crise alimentaire de 2022 dans le cadre de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire.

France

L'aide bilatérale directe apportée par la France dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de la sécurité alimentaire et de la nutrition s'inscrit dans le cadre d'une stratégie couvrant la période 2019-2024, structurée autour de cinq objectifs stratégiques :

1. Renforcer la gouvernance mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ;
2. Développer des systèmes alimentaires durables, notamment à travers la promotion de l'agroécologie ;
3. Renforcer l'engagement de la France en matière de nutrition ;
4. Soutenir la structuration de chaînes de valeur durables, génératrices d'emplois décents en milieu rural, en particulier pour les jeunes ;
5. Renforcer les interventions d'assistance alimentaire en direction des populations vulnérables et améliorer leur résilience, dans le cadre d'une approche intégrée liant action humanitaire et développement (nexus humanitaire-développement).

Cette stratégie intègre également un objectif transversal visant à promouvoir l'égalité des genres, en cohérence avec l'engagement de la France en faveur d'une diplomatie féministe.

En 2025, la France a réaffirmé son engagement en faveur de la lutte contre la malnutrition à l'occasion du sommet *Nutrition for Growth*, organisé à Paris les 27 et 28 mars. Grâce à une campagne de plaidoyer d'envergure, cet événement a permis de recueillir plus de 600 engagements, représentant un montant total de 29,5 milliards de dollars américains sous forme de promesses de financement. À cette occasion, la France s'est engagée à investir 800 millions de dollars américains dans la lutte contre la malnutrition au cours des quatre prochaines années, dont 520 millions seront mis en œuvre par l'Agence française de développement.

La France poursuit son appui à l'intensification agroécologique à travers le lancement du projet *Madhia*. Doté d'un budget d'un million d'euros, ce projet est mis en œuvre par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et vise à accompagner les transitions vers des systèmes alimentaires plus durables au Maroc, au Sénégal et en Tunisie.

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

France — Sommaire (2023, millions USD)

Indicateur	Montant
1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral)	569.3
1.2 Agriculture (y compris les forêts et la pêche)	342.3

1.3 Nutrition de base	98.6
1.4 Systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne	272.2

1.5 L'aide alimentaire

France – L'aide alimentaire (2023, millions USD)

Type	Montant
Aide alimentaire urgence	49.5
Aide alimentaire au développement	41.9

1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier

France – Instrument financier (2023, millions USD)

Type	Montant
Subventions	322.1
Prêts (équivalent-subvention)	17.0
Prêts (équivalent-subvention)	3.2

1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires

France – Organisations multilatérales (2023)

Organisation	Imputed Share to Food Systems	USD Million
FAO	Contribution de base (67%)	11.67
WFP	Contribution de base (6%)	4.87
WHO	Contribution de base (2%)	0.86
UNICEF	Contribution de base (3%)	0.81
CGIAR	Contribution de base (100%)	5.62
IFAD	Contribution de base (73%)	22.34
World Bank Group (IBRD/IDA, IFC, MIGA)	Contribution de base (11%)	131.42
AfDB	Contribution de base (16%)	4.86

UNDP	Contribution de base (1%)	0.30
Total		182.72

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Durabilité environnementale

France - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
2.1 a) Adaptation	77.04	74.22	40%
2.1 b) Atténuation	15.80	86.94	27%
2.1 c) Biodiversité	9.30	62.14	19%
2.1 d) Désertification	2.30	3.62	2%

2.2 Interventions sensibles à la nutrition

France - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur de politique nutritionnelle	220.08	348.85	6%

2.3 Objectifs liés au genre

France - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur d'égalité genre	27.35	300.50	53%

2.4 Appui à d'autres priorités politiques thématiques

Le soutien à la jeunesse dans les pays en développement constitue également une priorité centrale de l'IFSAN, notamment à travers les programmes d'alimentation scolaire. Cette initiative permet aux enfants d'âge scolaire d'accéder à des repas nutritifs à l'école, contribuant ainsi à leur développement physique et cognitif. Cette priorité constitue un levier essentiel pour assurer un apport adéquat en nutriments essentiels aux enfants et aux jeunes, renforçant ainsi leurs

capacités d'apprentissage et facilitant leur accès à l'éducation. Ainsi, 20 % du budget de l' IFSAN, soit environ 40 millions d'euros, est consacré à ces programmes d'alimentation scolaire.

Par ailleurs, une part significative des projets financés par l' IFSAN bénéficie aux enfants de moins de deux ans (*children under two*, CU2), l'initiative mettant l'accent sur les 1 000 premiers jours de vie, période cruciale allant de la grossesse jusqu'à l'âge de deux ans. Ces projets incluent, par exemple, la promotion de bonnes pratiques auprès des femmes enceintes et allaitantes (*pregnant and lactating women*, PLW), ainsi que la distribution de bons d'achat en espèces à destination des mères d'enfants de moins de deux ans.

L' IFSAN finance également des projets soutenant le lancement d'activités génératrices de revenus dans des territoires vulnérables, en mettant principalement l'accent sur la nutrition. Ces activités, telles que la création de jardins potagers communautaires, permettent aux populations d'améliorer durablement leurs moyens de subsistance tout en produisant localement des denrées alimentaires nutritives.

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement.

L' IFSAN constitue un outil particulièrement efficace de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, dans la mesure où la grande majorité des projets financés par cette initiative visent à sécuriser l'approvisionnement en denrées nutritives, notamment dans les zones les plus vulnérables. Ainsi, en 2024, un montant de 63 761 577 euros du budget de l' IFSAN a été alloué à l'assistance alimentaire d'urgence, apportant un soutien essentiel à court terme aux populations affectées par des conflits armés, des catastrophes naturelles ou des chocs économiques.

Par ailleurs, l'initiative soutient également l'approvisionnement alimentaire à moyen et long terme, à travers le financement de projets axés sur la résilience agricole et le renforcement des moyens de subsistance des populations. En 2024, le budget de l' IFSAN consacré à la résilience s'élevait à 21 427 824 euros.

L' IFSAN illustre également l'engagement constant de la France en faveur de la nutrition. Entre 2022 et 2024, 50 % des décaissements de l'initiative ont été consacrés à des actions nutritionnelles. Par exemple, en 2024, en Palestine, la France a financé un projet fournissant des denrées nutritives vitales, des compléments nutritionnels spécialisés, ainsi que des bons d'achat ciblant l'alimentation nutritive. Ce projet a permis à 60 000 femmes et enfants palestiniens de couvrir leurs besoins nutritionnels quotidiens, contribuant ainsi à la lutte contre la malnutrition aiguë.

3.2 Renforcement des capacités dans les systèmes agroalimentaires, y compris en matière de données, de statistiques, de gestion de la performance et de suivi

En 2024, la France a contribué à hauteur de 500 000 euros à l'initiative 50x2030, pilotée par la Banque mondiale. Cette initiative vise à combler les lacunes en matière de données agricoles, à renforcer les systèmes statistiques nationaux et à promouvoir une agriculture fondée sur des données probantes dans 50 pays à revenu faible, intermédiaire inférieur et intermédiaire d'ici à 2030. Elle a pour objectif de renforcer les capacités des pays et de bâtir des systèmes nationaux

permettant de générer des données agricoles opportunes, de haute qualité et opérationnellement pertinentes, afin de permettre aux gouvernements d'adopter des politiques et programmes destinés à répondre aux crises alimentaires, aux vulnérabilités liées au changement climatique, à améliorer la production agricole, créer des emplois et renforcer la résilience.

3.3 Mobilisation des financements du secteur privé

France – Financements du secteur privé (2023, millions USD)

Montant	30.170
---------	--------

3.4 Appui aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)

Conformément à la priorité de la présidence italienne visant à accroître les investissements dans les filières café, la France s'engage à soutenir les petits producteurs dans une production de café plus durable, notamment à travers les projets du CIRAD en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ces projets ont pour objectif de contribuer à une production de café productive et résiliente face au changement climatique, en valorisant les fonctions écologiques des systèmes agroforestiers ainsi que la diversité génétique des espèces sauvages, tout en garantissant une rémunération équitable aux petits producteurs.

La France participe également à l'Initiative Team Europe visant à mettre en œuvre le règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts (EUDR). Dans ce cadre, elle finance partiellement des projets dans 27 pays, axés sur la formation des petits exploitants agricoles et des coopératives, le développement de systèmes numériques de partage d'informations et de traçabilité pour les agriculteurs, ainsi que le renforcement de modèles commerciaux inclusifs.

Les politiques françaises en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre la malnutrition font également écho à la priorité donnée à la résilience par la présidence japonaise, notamment à travers l'IFSAN.

Par ailleurs, la France fait partie de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, lancée lors de la présidence allemande du G7, et en assure son soutien pour faire face aux conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

Allemagne

En 2023, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est restée une priorité pour le gouvernement allemand. Dans un contexte marqué par des crises multiples, notamment les conséquences de la pandémie de Covid-19, la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et l'intensification du changement climatique, le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement a investi 3,4 milliards d'euros dans le développement rural ainsi que dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La dégradation de la situation alimentaire mondiale a mis en évidence la nécessité de réponses internationales coordonnées et de systèmes agricoles et alimentaires résilients et durables. Aux côtés de ses partenaires, l'Allemagne a poursuivi sa coopération étroite avec l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (GAFS), lancée sous la présidence allemande du G7 en 2022, en partenariat étroit avec la Banque mondiale. En 2023, la GAFS s'est affirmée comme une plateforme essentielle de coordination des politiques et de construction d'un consensus stratégique entre décideurs et experts en sécurité alimentaire et nutritionnelle, face à la dégradation rapide de la situation mondiale. L'Allemagne a plaidé en faveur d'une transition vers des approches anticipatives et intégrées de la sécurité alimentaire, renforçant le rôle de la GAFS dans le rapprochement entre acteurs humanitaires et de développement, ainsi que dans le renforcement des capacités nationales de prévention et de gestion des crises.

Par ailleurs, afin d'accélérer la transformation des systèmes agricoles et alimentaires à l'échelle mondiale, l'Allemagne a été représentée au plus haut niveau politique lors de l'événement « +2 » du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. L'année 2023 a ainsi marqué une étape importante, confirmant la position affirmée de l'Allemagne en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

L'Allemagne demeure fermement engagée en faveur des Objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 2 « Faim zéro » de l'Agenda 2030, et soutient ses pays partenaires dans leurs efforts visant à améliorer et garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La nutrition constitue à la fois un moteur et un indicateur clé du développement durable. La coopération allemande au développement dans ce domaine contribue également de manière significative au développement rural et à la préservation des ressources naturelles. Le droit à une alimentation adéquate constitue la pierre angulaire de l'action de l'Allemagne pour lutter contre la faim et la malnutrition. La sécurité alimentaire et nutritionnelle a également occupé une place centrale dans la mise en œuvre de la Politique de développement féministe, qui vise à démanteler les structures discriminatoires affectant les femmes, les filles et les groupes marginalisés, en promouvant une participation équitable, politique, économique et sociale, pour toutes et tous.

L'approche allemande en matière de transformation des systèmes agricoles et alimentaires est définie dans sa Stratégie cadre, articulée autour de trois axes d'action : la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement rural et l'agriculture. Cette stratégie s'appuie sur une approche holistique et multisectorielle, et continue de constituer un cadre d'orientation pour notre engagement.

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

Allemagne – Résumé (2023, millions USD)

Indicateur	Montant
------------	---------

1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral) 1,733.3

1.2 Agriculture (y compris les forêts et la pêche) 1,006.4

1.3 Nutrition de base 142.1

1.4 Systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne 768.1

1.5 L'aide alimentaire

Allemagne – L'aide alimentaire (2023, millions USD)

Type	Montant
Aide alimentaire urgence	1,033.1
Aide alimentaire au développement	260.1

1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier

Allemagne – Instrument financier (2023, millions USD)

Type	Montant
Subventions	965.9
Prêts (équivalent-subvention)	37.1
Prêts (équivalent-subvention)	3.5

1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires

Allemagne – Organisations multilatérales (2023)

Organisation	Pourcentage imputé des contributions de base aux systèmes agroalimentaires	Montant (en millions USD)
FAO	Contribution de base (67%)	16.04
WFP	Contribution de base (6%)	5.06
WHO	Contribution de base (2%)	0.73
UNICEF	Contribution de base (3%)	2.26

IFAD	Contribution de base (73%)	22.54
World Bank Group (IBRD/IDA, IFC, MIGA)	Contribution de base (11%)	190.10
AfDB	Contribution de base (16%)	9.23
EBRD	Contribution de base (7%)	0.15
UNIDO	Contribution de base (9%)	1.11
UNDP	Contribution de base (1%)	0.99
Total		248.22

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Durabilité environnementale

Allemagne - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
2.1 a) Adaptation	123.724	557.540	76%
2.1 b) Atténuation	44.022	376.041	47%
2.1 c) Biodiversité	262.334	223.286	54%
2.1 d) Désertification	3.365	184.232	21%

2.2 Interventions sensibles à la nutrition

Allemagne - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur de politique nutritionnelle	57.64	aucune	0%

2.3 Objectifs liés au genre

Allemagne - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
----------	-----------	--------------	-------------------

Marqueur d'égalité genre	104.15	1197.98	86%
-----------------------------	--------	---------	-----

2.4 Appui à d'autres priorités politiques thématiques

En 2023, les décaissements sensibles à la nutrition se sont élevés à 217 480 907,61 dollars américains (selon la méthodologie du Mouvement SUN).

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement.

Projets d'assistance technique allemande (GIZ)

En 2023, des progrès significatifs ont été réalisés dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Environ 2,2 millions de personnes ont bénéficié d'un appui à la lutte contre la faim et la malnutrition, dont près de la moitié étaient des femmes et 6,5 % des nourrissons (<24 mois). Les projets étaient actifs dans 103 pays.

Projets d'assistance financière allemande (KfW)

En 2023, la KfW a lancé plusieurs nouveaux projets dans une vingtaine de pays. Environ 5,4 millions de personnes bénéficieront d'une contribution à la lutte contre la faim et la malnutrition, dont 2,3 millions de femmes et 840 000 nourrissons (<24 mois).

Programme mondial Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience renforcée Le programme mondial BMZ/GIZ « Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience renforcée » est mis en œuvre dans douze pays d'Afrique et d'Asie pour lutter contre la malnutrition, en particulier chez les femmes et les enfants, tout en renforçant la résilience face aux crises alimentaires. Il intègre des interventions dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de la protection sociale, visant à promouvoir des régimes alimentaires sains et à assurer la disponibilité alimentaire tout au long de l'année.

Depuis son lancement en 2014, le programme a directement amélioré la situation nutritionnelle de 5,4 millions de personnes. En 2023, il a contribué à surmonter la faim et la malnutrition pour plus d'un million de personnes (1 030 000), en améliorant l'accès à l'alimentation pour 505 000 personnes vivant en zones rurales, ce qui a permis d'améliorer les régimes alimentaires de 729 000 personnes.

Par ailleurs, le programme a soutenu les ménages agricoles dans leur adaptation aux effets négatifs du changement climatique, atteignant 169 000 personnes. Les services de santé ont été améliorés pour 552 000 personnes, grâce à l'appui de 129 centres de santé ruraux dans quatre pays. Enfin, les services de protection sociale ont été renforcés pour 51 000 personnes en 2023.

Programme mondial Pêches et aquaculture durables

Le Programme mondial Pêches et aquaculture durables contribue à une augmentation de la production de poisson issue de pêches artisanales et d'aquaculture durable, respectueuses des ressources naturelles, en promouvant des techniques de production durables. Il vise également à réduire les pertes post-récolte et à soutenir les modèles économiques des producteurs artisanaux de la filière pêche et aquaculture. Le programme contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la génération de revenus complémentaires et d'emplois le long de la chaîne de valeur halieutique, notamment pour les femmes, et participe ainsi à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) 1, 2, 5, 12 et 14.

3.2 Renforcement des capacités dans les systèmes agroalimentaires, y compris en matière de données, de statistiques, de gestion de la performance et de suivi

Initiative 50x2030 pour combler le déficit de données agricoles

L'Allemagne soutient l'Initiative 50x2030 pour combler le déficit de données agricoles à hauteur de 11,1 millions de dollars américains. Lancée en 2020, cette initiative vise à améliorer les données agricoles et les systèmes statistiques nationaux dans 50 pays à faible, moyen inférieur et moyen revenu d'ici à 2030.

À la mi-2024, dix pays avaient déjà produit des ensembles de données agricoles, et 34 pays étaient engagés dans l'initiative. L'Allemagne encourage le suivi de la transformation des systèmes agricoles et alimentaires au niveau national et collabore avec le Tableau de bord mondial pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (GAFS) afin d'améliorer la disponibilité des données sur une agriculture et des systèmes alimentaires durables, résilients et adaptés au climat.

Programme Connaissances pour la nutrition (K4N)

Grâce au programme Connaissances pour la nutrition (K4N), l'Allemagne a apporté un appui ciblé au renforcement des capacités dans les systèmes alimentaires nationaux. Le programme K4N s'appuie sur la Plateforme nationale d'information pour la nutrition afin de renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux en matière d'analyse, d'interprétation et d'utilisation des données nutritionnelles. En 2023, l'un des axes du programme a été d'apporter un soutien technique à l'établissement de l'indicateur de diversité alimentaire minimale chez les femmes, en tant qu'indicateur de l'ODD 2.

3.3 Mobilisation des financements du secteur privé

Allemagne – Financements du secteur privé (2023, millions USD)

Montant	19.929
---------	--------

3.4 Appui aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)

2024 – Actions soutenant l'AFSI (Initiative des systèmes alimentaires d'Apulia)

1. L'Allemagne accueille favorablement l'Initiative des systèmes alimentaires d'Apulia et soutient ses principaux résultats.
2. Lors de la Conférence des Nations Unies sur la désertification (COP16), l'Allemagne a annoncé une contribution de 30 millions d'euros en faveur de la diversité des cultures, destinée à la Vision pour les cultures et les sols adaptés (VACS) ainsi qu'au Fonds de dotation du Crop Trust. VACS vise à promouvoir la conservation et l'utilisation de cultures

résilientes au climat et de cultures négligées à fort potentiel en Afrique, en Asie, dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes ; tandis que le Crop Trust soutient la diversification des cultures par le biais de banques de gènes.

3. En collaboration avec le BMZ, la FAO met en œuvre deux projets dans le cadre du programme multilatéral de soutien de Charm el-Cheikh annoncé à la COP28. Le premier, intitulé Renforcement des négociations agroalimentaires, vise à appuyer les experts agricoles dans l'avancement des négociations sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, notamment par la recherche, le développement des connaissances, le renforcement des capacités et les échanges entre pays. Le second, Renforcement de l'ambition dans les CDN 3.0, soutient douze pays en développement dans l'amélioration de l'agriculture, des systèmes alimentaires et de la sécurité alimentaire dans leurs contributions déterminées au niveau national. Parmi les éléments clés figurent un dispositif d'assistance technique, des orientations politiques et des outils adaptés aux besoins des pays pour renforcer leurs CDN.
4. L'Allemagne contribue également de manière significative à l'Initiative Équipe Europe pour des chaînes de valeur sans déforestation, qui soutient les pays partenaires dans la mise en œuvre du Règlement européen sur la déforestation, notamment dans le secteur du café.

2023 – Actions soutenant la résilience (Déclaration d'action d'Hiroshima pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente)

1. La Déclaration d'Hiroshima du G7 de 2023, initiée par le Japon, souligne l'engagement à renforcer la résilience et à promouvoir des investissements durables dans les infrastructures afin de mieux se préparer aux crises futures. Cette approche est pleinement partagée par l'Allemagne.
2. Parmi les projets phares figure le soutien du BMZ au projet Protection sociale pour les mères et les enfants (Programme des 1000 jours), mis en œuvre par l'UNICEF au Soudan, et doté d'un budget de 125 millions d'euros. Ce programme prévoit des transferts monétaires inconditionnels aux femmes enceintes et aux mères d'enfants de moins de deux ans, un groupe particulièrement vulnérable. Ces transferts améliorent la sécurité alimentaire, soutiennent le développement de la petite enfance et renforcent la résilience des femmes en situation de crise. Le projet a directement bénéficié à plus de 296 000 femmes et enfants.
3. Toujours au Soudan, le BMZ finance également le projet du intitulé Soutien à la résilience et à la croissance économique locale en reliant les écoles aux petits exploitants agricoles. Ce projet vise à renforcer la résilience des enfants d'âge scolaire en leur fournissant des repas scolaires réguliers, tout en consolidant les structures agricoles locales en établissant des liens entre les petits exploitants et les écoles. À la fin du projet, d'un montant de 19 millions d'euros, plus de 630 000 enfants avaient bénéficié d'une sécurité alimentaire améliorée, et 1 400 petits agriculteurs avaient été intégrés aux chaînes d'approvisionnement des repas scolaires.

2022 – Actions soutenant l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (Déclaration du G7 sur la sécurité alimentaire mondiale)

1. En mai 2022, face à la détérioration rapide de la sécurité alimentaire mondiale, le G7 a lancé l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (GAFS) sous la présidence allemande, en étroite coopération avec la Banque mondiale. L'Alliance repose sur la conviction que gouvernements, organisations internationales, banques multilatérales de développement, société civile, secteur privé, monde universitaire et acteurs philanthropiques doivent unir leurs forces pour relever ce défi mondial. Le G7 a engagé 4,5 milliards de dollars

américains supplémentaires pour protéger les plus vulnérables contre la faim et la malnutrition, portant l'engagement total à plus de 14 milliards de dollars américains en 2022.

2. Créée pour favoriser la collaboration et mobiliser l'action, la GAFS s'appuie sur trois outils principaux : le Tableau de bord mondial de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les Plans de préparation et l'espace de concertation des leaders d'opinion. Le tableau de bord fournit des données et analyses consensuelles et pertinentes aux décideurs. En complément, les plans de préparation, élaborés dans 25 pays, sont prêts à renforcer les réponses proactives et coordonnées aux crises alimentaires et nutritionnelles. Ensemble, ces outils marquent une avancée vers des approches plus anticipatives et intégrées en matière de sécurité alimentaire. Ils renforcent le rôle de la GAFS, en facilitant le rapprochement entre les acteurs humanitaires et du développement, et en soutenant le renforcement des capacités nationales pour prévenir et répondre aux crises.

Italie

L'Italie, en tant que membre actif du G7, est engagée dans la transformation durable des systèmes agroalimentaires, comme le souligne la Déclaration de Matera de 2021 sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires, et comme réaffirmé lors de sa présidence du G7 en 2024. Dans un contexte mondial marqué par une insécurité alimentaire croissante, aggravée par la pandémie de COVID-19, le changement climatique et les crises géopolitiques, l'Italie reconnaît l'urgence d'adopter des politiques favorisant la résilience et la durabilité dans le secteur agricole.

Notre priorité est d'accélérer l'adaptation des systèmes agricoles et alimentaires au changement climatique en promouvant des approches intégrées, sensibles aux différences territoriales et de genre, et en valorisant la biodiversité comme outil clé de résilience. L'Italie soutient le renforcement des capacités des pays partenaires par le biais de financements ciblés et de la coopération internationale, reconnaissant l'importance de la gestion durable des ressources naturelles et de la recherche agricole.

L'accent est également mis sur la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous, avec une attention particulière à la lutte contre la malnutrition et au renforcement des mesures de protection sociale ciblant les populations vulnérables, les femmes, les jeunes et les travailleurs du secteur informel. L'Italie promeut une approche fondée sur l'innovation scientifique combinée aux savoirs traditionnels et aux cultures alimentaires locales.

Un moment crucial pour l'élaboration de politiques et de stratégies visant la transformation durable des systèmes agroalimentaires a été le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +2, accueilli par l'Italie à Rome en 2023, qui a conduit à la co-organisation italienne du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +4 à Addis Ababa en 2025. Ces événements ont offert une plateforme mondiale importante pour réaffirmer et renforcer les solutions communes face aux défis de la sécurité alimentaire et de la durabilité. Les recommandations issues du sommet s'inscrivent dans une stratégie plus large de coopération internationale fortement soutenue par l'Italie, afin de répondre efficacement aux crises alimentaires.

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

Italie – Résumé (2023, millions USD)

Indicateur	Montant
1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral)	78.5
1.2 Agriculture (y compris les forêts et la pêche)	66.6
1.3 Nutrition de base	6.9
1.4 Systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne	45.9

1.5 L'aide alimentaire

Italie – L'aide alimentaire (2023, millions USD)

Type	Montant
Aide alimentaire urgence	32.7
Aide alimentaire au développement	0.7

1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier

Italie – Instrument financier (2023, millions USD)

Type	Montant
Subventions	54.2
Prêts (équivalent-subvention)	14.6

1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires

Italie – Organisations multilatérales (2023)

Organisation	Pourcentage impute des contributions de base aux systèmes agroalimentaires	Montant (en millions USD)
FAO	Contribution de base (67%)	14.48
WFP	Contribution de base (6%)	0.70
WHO	Contribution de base (2%)	0.30
UNICEF	Contribution de base (3%)	0.44
IFAD	Contribution de base (73%)	1.14
World Bank Group (IBRD/IDA, IFC, MIGA)	Contribution de base (11%)	1.15
AfDB	Contribution de base (16%)	1.64
EBRD	Contribution de base (7%)	0.76
UNIDO	Contribution de base (9%)	0.84
UNDP	Contribution de base (1%)	0.42

Total				21.88
-------	--	--	--	-------

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Durabilité environnementale

Italie - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
2.1 a) Adaptation	2.482	34.801	56%
2.1 b) Atténuation	6.622	21.298	42%
2.1 c) Biodiversité	0.605	18.854	29%
2.1 d) Désertification	0.230	25.977	39%

2.2 Interventions sensibles à la nutrition

Italie - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur de politique nutritionnelle	44.670	160.050	18%

2.3 Objectifs liés au genre

Italie - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur d'égalité genre	5.71	68.73	63%

2.4 Appui à d'autres priorités politiques thématiques

Avec le Three-year Programming and Policy Planning (DTPI) 2024–2026, la coopération italienne a confirmé l'eau et l'agriculture comme secteurs prioritaires, en raison de leurs synergies essentielles et de leurs implications pour la sécurité alimentaire, la résilience face au changement climatique et la protection de l'environnement, abordées à travers le Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE). Cette approche globale est mise en œuvre dans les secteurs agricoles par le biais de technologies et de pratiques intelligentes face au climat, du renforcement

des capacités institutionnelles, de l'assistance technique aux politiques et aux cadres réglementaires, ainsi que du soutien à la gouvernance des ressources naturelles et hydriques, en particulier pour les eaux transfrontalières et dans les contextes fragiles.

En Afrique de l'Ouest, le « PAFISEM – Projet d'appui au développement des chaînes de valeur semencières dans le bassin du fleuve Sénégal » (7 millions d'euros) est une initiative multi-composante avec l'OMVS visant à renforcer la gestion de l'eau et l'agriculture fluviale. Au Vietnam, le projet « Développement d'une plateforme de suivi et d'aide à la décision pour la gestion du système de réservoirs hydroélectriques de Thai Binh – Fleuve Rouge II » (3.4 millions d'euros) constitue la deuxième phase de soutien à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) du fleuve, accompagné d'une intervention politique et réglementaire avec la Fondazione CIMA. Dans la région méditerranéenne, l'Italie soutient (3 millions d'euros) l'utilisation des ressources hydriques dans l'agriculture en Libye via la FAO et des organisations de la société civile (OSC).

En outre, la collaboration avec le CIHEAM Bari à travers l'initiative « One Water : pour une gestion équitable, efficace et durable de l'eau dans la région méditerranéenne » confirme l'engagement italien en vue du Forum euro-méditerranéen de l'eau 2026 à Rome.

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement.

Les défis liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition induisent un engagement collaboratif croissant avec les pays partenaires, avec un accent crucial sur la recherche, la formation, le renforcement des capacités et les approches durables. Dans les secteurs agricoles, la coopération italienne vise à renforcer l'implication des institutions, des petits exploitants agricoles et des acteurs des chaînes de valeur pour identifier, développer et promouvoir des solutions innovantes. Cette approche valorise également l'expertise des acteurs italiens et les solutions de financement mixtes telles que le Fonds italien pour le climat, le cofinancement par le secteur privé, les prêts concessionnels et la microfinance, afin de contribuer à des systèmes agricoles durables et intelligents face au climat, tout en assurant une production continue et résiliente de cultures vivrières de base et de cultures à forte valeur ajoutée.

Par exemple, en Égypte, la coopération italienne avec l'ONUDI soutient les secteurs agroalimentaires de la tomate et du coton avec une approche orientée vers le marché. Au Pakistan, le programme « Formation professionnelle, développement des compétences et sensibilisation dans l'agriculture – TVET » est soutenu par un prêt concessionnel de 20 millions d'euros.

La coopération Italie-Sénégal a développé des solutions de financement multi-composantes à travers des subventions et des prêts concessionnels avec les initiatives PAPSEN (32 millions d'euros) et PAIS (18 millions d'euros), visant à intensifier et diversifier la production agricole, promouvoir la mécanisation agricole et développer de petites entreprises rurales dans la production de riz et le secteur semencier. La stratégie repose sur les infrastructures rurales, le renforcement des capacités institutionnelles, l'assistance technique et le soutien financier aux petits exploitants agricoles via des fonds de développement agricole.

En Éthiopie, l'initiative « Développement inclusif et durable des chaînes de valeur agricoles en Oromia et dans la région SNNPR » bénéficie d'un prêt concessionnel de 30 millions d'euros au ministère éthiopien de l'Agriculture, et de 4 millions d'euros à la FAO pour l'assistance technique. Le projet s'appuie sur l'expérience acquise lors de projets précédents, contribuant à la modernisation des secteurs agricoles et agro-industriels dans les régions d'Oromia et du Sud. L'intervention vise à renforcer cinq chaînes de valeur agricoles : blé, tomate, avocat et ananas dans la région SNNPR. Elle met l'accent sur les semences certifiées, les pratiques agricoles améliorées, le renforcement des coopératives et l'accès aux marchés. Au fil des années, la coopération italienne a soutenu l'Initiative nationale sur le blé, contribuant ainsi à la transformation durable du secteur agricole et à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le pays.

Par ailleurs, la coopération italienne promeut des projets pilotes sur les mécanismes volontaires de crédits carbone, qui pourraient diversifier et renforcer la durabilité économique et environnementale des petits producteurs. Un exemple est le « Programme de développement agricole intégré pour le corridor de Beira – PRODAI » au Mozambique, mis en œuvre par la FAO et l'ONUDI (5 millions d'euros), qui soutient les petits producteurs en intégrant des systèmes agroforestiers. Ce programme fait partie d'un programme plus large de développement agricole intégré pour le corridor de Beira, visant à préparer le territoire et les différents acteurs du secteur des fruits et légumes à l'ouverture future du Centre agroalimentaire de Manica (CAAM), une action phare du Plan Mattei pour l'Afrique.

3.2 Renforcement des capacités dans les systèmes agroalimentaires, y compris en matière de données, de statistiques, de gestion de la performance et de suivi

La coopération italienne promeut le renforcement des capacités par une collaboration active entre les parties prenantes locales, italiennes et internationales engagées dans les systèmes alimentaires, dans une perspective de reproductibilité et de durabilité des résultats. À travers de nombreuses initiatives, l'éducation technique et la formation ainsi que la collaboration scientifique mobilisent des centres de recherche publics et privés, des organisations de la société civile (OSC), des universités, des écoles techniques agricoles et d'autres acteurs capables de créer des synergies pour favoriser le développement des compétences et renforcer les processus de gouvernance dans les pays partenaires.

En Éthiopie, l'Italie a soutenu l'initiative « Mise en place d'un système de surveillance de la falsification des aliments et des pratiques d'hygiène alimentaire dans les principales industries de transformation agroalimentaire, les marchés alimentaires et les établissements de restauration pour l'amélioration de la sécurité alimentaire », mise en œuvre en partenariat avec l'Institut éthiopien de santé publique et le Nucleo Anti Sofisticazioni (NAS, unité anti-falsification) du Italian Carabinieri Crops. Cette initiative répond aux défis de la sécurité alimentaire du pays en améliorant la qualité et la sécurité des aliments tout au long de la chaîne de valeur.

En Albanie, grâce au financement italien et au partenariat fructueux entre le CIHEAM de Bari et l'Institut albanais de sécurité alimentaire et vétérinaire (ISUV), les autorités albanaïses ont renforcé leur capacité à vérifier les niveaux de sécurité des aliments d'origine végétale et ont développé une expertise pour le diagnostic des agents de quarantaine potentiels.

En Cuba, l'Italie a contribué à la revitalisation et à la modernisation du secteur caféier cubain en partenariat avec l'Institut local de recherche agroforestière (INAF), en mettant l'accent sur la recherche, la formation, le transfert de technologies et le conseil technique à travers une approche innovante de la chaîne d'approvisionnement. Cette approche vise à accroître la productivité et la qualité des produits tout en assurant la sécurité alimentaire des communautés caféières grâce à la diversification des systèmes agroforestiers associés à la production de café.

3.3 Mobilisation des financements du secteur privé

Italie – Financements du secteur privé (2023, millions USD)

Montant	0
---------	---

3.4 Appui aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)

L'Italie a historiquement investi dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, en promouvant des solutions innovantes pour améliorer la durabilité des systèmes alimentaires mondiaux. En particulier en 2024, l'Italie a apporté une contribution significative à des initiatives clés telles que l'Initiative des systèmes alimentaires des Pouilles. Cet outil, qui répond aux défis mondiaux liés aux crises alimentaires, au changement climatique et aux conflits, vise à identifier des projets combinant climat et systèmes alimentaires, tels que la recherche sur les cultures adaptables et la régénération des variétés traditionnelles.

Dans le cadre de sa présidence en 2024, l'Italie a notamment présenté sa proposition de création d'un fonds mondial public-privé pour soutenir la chaîne de valeur du café, dans le cadre d'une stratégie plus large sur le secteur caféier. Ce fonds, l'un des résultats de l'Initiative des systèmes alimentaires des Pouilles, vise à mobiliser des ressources pour le renouvellement des plantations, l'innovation technologique et la résilience climatique. Par ailleurs, l'Italie développe plusieurs projets, incluant également le Fonds italien pour le climat, portant sur l'adaptation, l'atténuation et la transformation durable des systèmes alimentaires.

Japon

Le Japon a révisé sa Charte de coopération pour le développement en 2023. Celle-ci identifie la « croissance de qualité » comme un domaine politique prioritaire, et cite parmi ses axes d'action concrets le « renforcement de l'autonomie socio-économique et de la résilience, y compris la sécurité alimentaire et énergétique ». Dans le cadre de cette Charte, le Japon apporte un soutien constant, par le biais d'organisations internationales, en faveur du renforcement de la résilience dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, en tenant compte des spécificités propres à chaque région.

Le Japon a lancé en 2021 une stratégie pour des systèmes alimentaires durables, intitulée MIDORI, visant à concilier durabilité agricole et croissance de la productivité par l'innovation. Afin d'élargir cette initiative à l'échelle mondiale, le Japon et les pays de l'ASEAN ont convenu, en octobre 2023, de promouvoir le Plan de coopération MIDORI, en vue de favoriser une croissance durable de la productivité agricole en Asie. Le Japon et l'ASEAN partagent en effet un climat humide et des conditions agricoles similaires, notamment la prévalence de petites exploitations et de rizières. Grâce à ses technologies et à son expérience, le Japon soutient une agriculture résiliente et durable en Asie du Sud-Est par le biais de projets de coopération.

Par ailleurs, le Japon a lancé en décembre 2024 le Plan mondial de coopération MIDORI, ce qui renforcera nos liens avec les pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Afrique, ce qui nous permettra d'atteindre nos objectifs communs. Ce projet vise à améliorer la productivité alimentaire dans les pays du Sud par la recherche et le développement technologique, des démonstrations sur le terrain et l'utilisation de technologies agricoles intelligentes. Il promeut également la durabilité en facilitant la coopération grâce à l'utilisation de matériaux agricoles japonais et en contribuant à la réduction de l'impact environnemental. Afin de favoriser des systèmes agricoles, forestiers, halieutiques et alimentaires à la fois résilients et durables, ces projets reposent sur des partenariats et des collaborations sur mesure, adaptés aux conditions spécifiques de chaque région.

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

Japon – Résumé (2023, millions USD)

Indicateur	Montant
1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral)	1094.32
1.2 Agriculture (y compris les forêts et la pêche)	803.29
1.3 Nutrition de base	81.1
1.4 Systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne	332.15

1.5 L'aide alimentaire

Japon — L'aide alimentaire (2023, millions USD)

Type	Montant
Aide alimentaire urgence	117.4
Aide alimentaire au développement	42.0

1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier

Japon — Instrument financier (2023, millions USD)

Type	Montant
Subventions	356.9
Prêts (équivalent-subvention)	183.58

1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires

Japon — Organisations multilatérales (2023)

Organisation	Pourcentage imputé des contributions de base aux systèmes agroalimentaires	Montant (en millions USD)
FAO	Contribution de base (67%)	0.16
WHO	Contribution de base (2%)	0.61
UNICEF	Contribution de base (3%)	0.49
CGIAR	Contribution de base (100%)	0.17
World Bank Group (IBRD/IDA, IFC, MIGA)	Contribution de base (11%)	209.30
AfDB	Contribution de base (16%)	5.78
AsDB	Contribution de base (6%)	11.18
UNIDO	Contribution de base (9%)	0.85
UNDP	Contribution de base (1%)	0.66
Total		229.20

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Durabilité environnementale

Japon - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
2.1 a) Adaptation	209.153	249.324	65%
2.1 b) Atténuation	3.246	4.870	1%
2.1 c) Biodiversité	15.896	24.017	6%
2.1 d) Désertification	5.584	6.088	2%

2.2 Interventions sensibles à la nutrition

Japon - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur de politique nutritionnelle	183.50	182.01	4%

2.3 Objectifs liés au genre

Japon - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur d'égalité genre	1.26	334.93	39%

2.4 Appui à d'autres priorités politiques thématiques

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement.

Le Japon soutient l'amélioration de la nutrition dans les pays en développement, notamment, par ses contributions aux banques multilatérales de développement (BMD). Par exemple, il participe à la

mobilisation efficace de fonds en faveur de la santé maternelle et infantile ainsi que de la nutrition, par l'intermédiaire du Mécanisme de financement mondial (MFM) de la Banque mondiale. Il contribue également à l'élaboration de politiques nutritionnelles dans les pays en développement, grâce à des fonds fiduciaires dédiés au renforcement des actions nutritionnelles.

Le Japon a été l'hôte du Sommet « Nutrition for Growth », tenu à Tokyo en décembre 2021. À cette occasion, le Premier ministre Kishida a annoncé que le pays consacrerait plus de 300 milliards de yens à l'aide liée à la nutrition sur une période de trois ans, avec un engagement d'environ 156,2 milliards de yens d'ici la fin de 2023.

Le Japon accorde une grande importance à l'agriculture, qui joue un rôle essentiel dans la croissance économique de l'Afrique, et contribue activement à son développement. Plus précisément, dans le cadre de la phase 2 de la Coopération pour le développement du riz en Afrique (CARD), et selon l'approche RICE, le Japon œuvre à améliorer la quantité et la qualité de la production de riz au moyen de plusieurs initiatives, notamment la construction d'installations d'irrigation, le développement de variétés supérieures de riz, y compris le NERICA (hybride de riz asiatique et africain), la multiplication et la distribution de semences, ainsi que le soutien à la diffusion des technologies de production. Le programme CARD s'est étendu à 32 pays.

Lors de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 8), en août 2022, le Japon a annoncé la formation de 150 000 personnes dans le cadre du programme CARD, s'est fixé comme objectif de doubler la production de riz (à 56 millions de tonnes) d'ici à 2030, et a engagé des actions dans divers pays, dont l'Ouganda.

Par ailleurs, pour encourager le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture génératrice de revenus, le Japon apporte son appui à travers l'approche Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion (SHEP). Cette approche vise à améliorer les revenus des producteurs de fruits et légumes en les incitant à « produire pour vendre », et en renforçant leurs compétences agricoles. Ce projet, issu d'une coopération technique avec le Kenya, s'est étendu à environ 60 pays dans le monde, facilitant la transition de l'agriculture vivrière au moyen de programmes de formation et de missions d'experts. Lors de TICAD 8, le Japon a déclaré son soutien à la transition vers une agriculture « rémunératrice » pour 66 000 personnes. À la même occasion, il a également promis de renforcer la production alimentaire en cofinçant le dispositif d'urgence pour la production alimentaire de la Banque africaine de développement, avec une aide de 320 millions de dollars destinée à la Côte d'Ivoire, à la Tanzanie et au Nigeria en 2024.

Le Japon a également apporté une assistance alimentaire ainsi qu'un appui au renforcement des capacités, par le biais de subventions d'urgence octroyées via le Programme alimentaire mondial (), pour un montant total de 68 millions de dollars américains en juillet 2022, puis 35 millions en mars 2023, en réponse à la détérioration de la sécurité alimentaire mondiale aggravée par la situation en Ukraine.

3.2 Capacity building in food systems, including for data, statistical, performance management and monitoring systems.

À travers le (Programme alimentaire mondial), le Japon soutient les programmes de repas scolaires afin d'améliorer l'accès à l'éducation, ainsi que des initiatives visant à encourager la participation des populations au développement des terres agricoles et des infrastructures sociales par la distribution de denrées alimentaires.

En tant qu'initiative clé pour la période 2022-2024, le Japon, en partenariat avec l'UNICEF, a soutenu l'entretien des installations et des équipements, la mise en œuvre de formations, l'assurance qualité des données, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des enquêtes nationales, ainsi que la distribution de compléments nutritionnels au Timor oriental et aux Comores, dans le cadre d'un projet plus vaste d'aide financière.

Entre 2022 et 2024, environ 11 millions de dollars américains ont été approuvés via l'IFC pour soutenir l'agriculture et les systèmes alimentaires en Afrique et en Asie. Ce soutien vise principalement à améliorer la productivité agricole, la nutrition, la sécurité alimentaire, les chaînes d'approvisionnement, à fournir une assistance technique pour une agriculture durable, et à renforcer les capacités.

En 2024, un soutien de 1,4 millions de dollars américains a été approuvé pour le Pérou via la BID, afin de mettre en place un modèle agricole innovant utilisant les technologies numériques et de soutenir les entrepreneurs ruraux.

En 2022 et 2024, environ 1,7 millions de dollars américains ont été approuvés pour la région africaine via la BAD. Ce financement soutient principalement des projets de modernisation des chaînes de valeur agricoles dans certaines zones du Rwanda, le renforcement des systèmes de gestion de la sécurité alimentaire et la promotion du commerce au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est.

(JICA : Agence japonaise de coopération internationale)

La JICA collabore avec des entreprises de l'agritech et de la fintech en Éthiopie et en Inde pour permettre des solutions numériques aux agriculteurs, notamment :

1. Amélioration de l'accès au crédit pour les agriculteurs grâce à des données alternatives et à l'intelligence économique, telles que la prévision des récoltes via des données satellitaires et des données de transactions passées;
2. Augmentation des revenus des agriculteurs grâce à la technologie numérique, en leur fournissant des applications mobiles pour une meilleure découverte des prix en temps réel et un meilleur accès aux marchés;
3. Fourniture de services de conseil via des applications mobiles pour améliorer la productivité;
4. Promotion de cas d'usage comme ceux-ci pour construire et promouvoir un échange de données agricoles en tant qu'infrastructure publique numérique (DPI).

3.3 Mobilisation des financements du secteur privé

Japon — Financements du secteur privé (2023, millions USD)

Montant	29.180
---------	--------

3.4 Appui aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)

En 2023, la JICA a mis en place le mécanisme de soutien à la chaîne d'approvisionnement agricole et au renforcement de la sécurité alimentaire (SAFE), un dispositif de financement par emprunt pouvant atteindre 1 milliard de dollars américains sur la période 2023-2028, dans le cadre de ses opérations de financement du secteur privé.

La JICA soutient l'initiative conjointe des institutions de financement du développement du G7 intitulée « Collaboration pour des systèmes alimentaires durables », lancée en 2024.

Afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale grâce à une transparence accrue des marchés agricoles internationaux, le Japon a soutenu le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), à travers la fourniture de données et des contributions financières. Lors du Sommet du G7 à Hiroshima en mai 2023, le Japon a réaffirmé son engagement à renforcer sa coopération avec l'AMIS.

Le Japon soutient l'initiative VACS (Vision pour les cultures et les sols adaptés). En 2024, il a alloué 6 millions de dollars américains au projet SoilFER-VACS, qui vise à renforcer la gestion intégrée des sols et des cultures en faveur de systèmes alimentaires durables en Afrique. Par ailleurs, le Japon a décidé de rejoindre la Communauté de coopération technologique (TCC), créée en réponse à la Déclaration des Émirats sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique, adoptée par 160 pays, dont le Japon, lors de la COP28.

Enfin, l'Initiative de sécurité alimentaire en Afrique, lancée par la JICA en 2022, poursuit ses efforts en vue de renforcer la sécurité alimentaire sur l'ensemble du continent africain.

- Nombre de ménages d'agriculteurs à petite échelle ayant reçu une formation selon l'approche Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion (SHEP) : 25 473 ménages en 2022, 41 526 en 2023, et 45 180 en 2024.
- Nombre de chercheurs, techniciens, agents de vulgarisation et agriculteurs ayant bénéficié de la coopération japonaise dans le secteur rizicole (dans le cadre de l'initiative CARD – Coalition pour le développement du riz en Afrique) : 69 148 personnes en 2022, 75 306 en 2023, et 82 135 en 2024.

Royaume-Uni

FCDO mobilise un ensemble de leviers diplomatiques et de développement pour répondre aux crises de la faim et de la malnutrition, et pour bâtir des systèmes alimentaires plus durables, productifs, nutritifs et résilients. Cette année, nos priorités ont été les suivantes :

- Affirmer l'engagement constant du Royaume-Uni à relever les défis mondiaux, notamment en matière de sécurité alimentaire, de préservation de la nature et de résilience climatique, en valorisant notre bilan national et international dans le soutien à la transition vers des systèmes alimentaires durables, productifs, résilients au changement climatique et nutritifs.
- Soutenir une réponse humanitaire plus efficace, pilotée localement, face aux crises aiguës, notamment au Soudan et en Palestine, et œuvrer à une meilleure prévention des crises grâce à des actions précoces et au renforcement de la résilience.
- Investir dans des solutions pratiques et durables, visant à accroître la production alimentaire nutritive, résiliente au climat et favorable à la biodiversité, par le recours à la science et à l'investissement ; élargir les systèmes de protection sociale et renforcer la sécurité des revenus des populations vulnérables ; ainsi que prévenir et traiter les formes les plus graves de malnutrition.
- Tirer parti des réformes financières et des changements systémiques par l'intermédiaire des IFI et du système des Nations unies, tout en soutenant les initiatives mondiales et de nouvelles formes de partenariat avec le Sud global. Le Royaume-Uni continue de défendre les besoins des populations les plus pauvres et vulnérables, notamment à travers l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté et le Pacte mondial pour l'intégration de la nutrition.
- S'attaquer aux causes profondes des crises, notamment la dette, le changement climatique et les conflits, qui sous-tendent une grande partie des risques de famine et de faim extrême à l'échelle mondiale.

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

Royaume-Uni – Résumé (2023, millions USD)

Indicateur	Montant
1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral)	485.5
1.2 Agriculture (y compris les forêts et la pêche)	369.5
1.3 Nutrition de base	29.8
1.4 Systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne	72.7

1.5 L'aide alimentaire

Royaume-Uni – L'aide alimentaire (2023, millions USD)

Type	Montant
Aide alimentaire urgence	98.1
Aide alimentaire au développement	77.6

1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier

Royaume-Uni – Instrument financier (2023, millions USD)

Type	Montant
Subventions	370.9
Prêts (équivalent-subvention)	-1.4

1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires

Royaume-Uni – Organisations multilatérales (2023)

Organisation	Pourcentage imputé des contributions de base aux systèmes agroalimentaires	Montant (en millions USD)
FAO	Contribution de base (67%)	11.92
WFP	Contribution de base (6%)	2.98
WHO	Contribution de base (2%)	3.17
UNICEF	Contribution de base (3%)	1.49
CGIAR	Contribution de base (100%)	4.25
IFAD	Contribution de base (73%)	11.18
World Bank Group (IBRD/IDA, IFC, MIGA)	Contribution de base (11%)	283.00
AfDB	Contribution de base (16%)	5.39
UNDP	Contribution de base (1%)	0.27
Total		323.62

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Durabilité environnementale

Royaume-Uni - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
2.1 a) Adaptation	aucun	16.927	5%
2.1 b) Atténuation	aucun	16.927	5%
2.1 c) Biodiversité	19.756	25.439	13%
2.1 d) Désertification	aucun	16.927	5%

2.2 Interventions sensibles à la nutrition

Royaume-Uni - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur de politique nutritionnelle	18.39	615.77	12%

2.3 Objectifs liés au genre

Royaume-Uni - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur d'égalité genre	10.37	297.51	68%

2.4 Appui à d'autres priorités politiques thématiques

Selon le dernier rapport annuel sur la nutrition [1]:

En 2023, le FCDO a consacré 239,2 millions de livres sterling à des interventions liées à la nutrition, dont 214,3 millions considérés comme sensibles à la nutrition et 24,9 millions spécifiquement dédiés à la nutrition, selon la méthodologie du Réseau des donateurs SUN (SDN), plutôt que celle du G7 NPM.

En 2023, 11,4 % des programmes du FCDO étaient pertinents pour la nutrition. Cela comprenait 5 programmes exclusivement spécifiques à la nutrition, 17 programmes à la fois sensibles et

spécifiques à la nutrition, et 55 programmes exclusivement sensibles à la nutrition, selon la méthodologie SDN. En 2024, l'utilisation du marqueur nutritionnel britannique a augmenté pour atteindre 76,9 % de l'ensemble des programmes actifs du FCDO (contre 60,8 % en 2023).

Le Royaume-Uni reconnaît l'importance cruciale des interventions spécifiques à la nutrition pour lutter contre la malnutrition. C'est pourquoi, avec l'UNICEF, nous avons cofondé le Fonds pour la nutrition de l'enfant (Child Nutrition Fund – CNF) afin d'atteindre 350 millions de femmes et d'enfants avec des services nutritionnels. Grâce au CNF, le Royaume-Uni a contribué à un accord de financement équivalent de 7,5 millions de livres sterling avec le Nigéria pour des suppléments lipidiques en petite quantité (SQ-LNS) et des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF). Dans le cadre de cet accord, le Nigéria achètera des RUTF auprès de fournisseurs nationaux.

Le FCDO rend compte de ses dépenses liées à la nutrition chaque année dans le rapport *Accounting FCDO's Progress Against its Nutrition Pledges*. La prochaine édition sera publiée à l'automne 2025.

[1] *Accounting FCDO's Progress Against its Nutrition Pledges*, 2025.

En complément du financement équivalent facilité par le Child Nutrition Fund (CNF), le Child Wasting Innovation Programme (CWIP) a soutenu la diversification de la base de fournisseurs locaux pour des produits clés. Nos investissements dans le CWIP ont également permis à plusieurs gouvernements nationaux (onze au total) d'intégrer les RUTF dans leurs systèmes nationaux de chaîne d'approvisionnement, tout en générant des données probantes sur des formulations plus rentables de RUTF à base d'ingrédients locaux.

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement.

En 2022, le Royaume-Uni a alloué 294 millions de livres sterling à des interventions relatives aux systèmes alimentaires [1] (dont 65,2 millions pour l'Afrique subsaharienne [3]). En 2023, les décaissements totaux à destination des systèmes alimentaires se sont élevés à 389 millions de livres sterling [2] (dont 52,9 millions pour l'Afrique subsaharienne).

Le Royaume-Uni s'engage à soutenir la transition vers des systèmes agroalimentaires durables, productifs, nutritifs et résilients.

Nous travaillons à mobiliser des investissements privés mieux ciblés dans le secteur agroalimentaire et à accroître l'accès à des financements diversifiés, tant pour des approches plus durables que pour les petits exploitants et les petites entreprises agroalimentaires, par exemple :

- Contribution au nouveau Fonds de financement des PME agroalimentaires en Afrique (FASA) ;
- Financement d'un projet pilote en monnaie locale pour l'agroalimentaire par l'intermédiaire de la SFI (fenêtre du secteur privé du GAFSP) ;
- Travail de longue date mené par assistance technique dans le cadre du programme Commercial Agriculture for Smallholders and Agribusiness (CASA), qui bénéficiera à près de 600 000 petits exploitants agricoles d'ici 2026, en soutenant les agroentreprises et en

influençant la manière dont les institutions financières de développement, les prêteurs locaux et autres acteurs réduisent les risques, améliorent les retombées pour les chaînes d'approvisionnement des petits exploitants et renforcent la durabilité environnementale.

Le Royaume-Uni accorde la priorité aux actions visant à renforcer la résilience des systèmes alimentaires dans les zones vulnérables au climat, fragiles et touchées par les conflits. Par exemple, le programme *Building Local Resilience in Syria* a permis d'atteindre plus d'un demi-million de personnes grâce à des interventions telles que des services de santé animale, l'accès à l'irrigation et des intrants agricoles.

Nous soutenons également des réformes politiques essentielles des systèmes alimentaires en faveur de la durabilité environnementale, de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance. À travers le programme *Just Rural Transition*, nous encourageons une gestion des terres plus respectueuse de l'environnement et une utilisation plus efficace des dépenses dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Par le biais du programme *Global Land Governance*, nous promouvons une gouvernance foncière rurale et urbaine plus efficace, efficiente et équitable.

Le FCDO rend compte chaque année de ses décaissements d'aide publique au développement (APD) dans le rapport *Statistics on International Development*. Les données pour 2024 seront publiées en septembre.

[1] Statistiques sur le développement international : dépenses finales de l'APD britannique 2022 (*Statistics on International Development: final UK ODA spend 2022*), 2023.

[2] Statistiques sur le développement international : dépenses finales de l'APD britannique 2023 (*Statistics on International Development: final UK ODA spend 2023*), 2024.

[3] Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni (FCDO)

3.2 Renforcement des capacités dans les systèmes agroalimentaires, y compris en matière de données, de statistiques, de gestion de la performance et de suivi

Le Royaume-Uni dispose également d'une gamme de programmes fournissant une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités, mobilisables pour appuyer les systèmes alimentaires. Il soutient les données (y compris les avancées numériques et en intelligence artificielle) pour la sécurité alimentaire, notamment le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), le programme *Global Agricultural Monitoring (GEOGLAM)* du Groupe intergouvernemental sur les observations de la Terre (GEO), ainsi que le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

Le Royaume-Uni est un bailleur majeur de la recherche et de l'innovation agricoles à l'échelle mondiale, renforçant la base de preuves sur les approches efficaces pour transformer les systèmes alimentaires au bénéfice des populations, de la planète et de la prospérité. Notre soutien de longue date au CGIAR, la principale organisation mondiale de recherche agricole, a contribué à la sécurité alimentaire de millions de personnes, notamment en augmentant la résilience des cultures face à la sécheresse et aux maladies.

Nous œuvrons également à faire évoluer le système humanitaire international vers une action plus précoce et plus efficace pour prévenir les crises de la faim et les famines. Nous soutenons de meilleurs systèmes de données pour anticiper et surveiller les crises, et nous avons activement promu

l'utilisation du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), la référence mondiale en matière de suivi et d'analyse de la sécurité alimentaire, afin d'orienter les financements vers les zones où ils sont le plus nécessaires et d'éclairer les stratégies à long terme en matière de sécurité alimentaire.

3.3 Mobilisation des financements du secteur privé

Royaume-Uni – Financements du secteur privé (2023, millions USD)

Montant	96.009
---------	--------

3.4 Appui aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)

Le Royaume-Uni soutient la collaboration et la coordination du G7 pour les initiatives en cours dans le cadre de l'Initiative d'Apulia pour des systèmes alimentaires durables (AFSI) :

- Nous soutenons la *Vision pour des cultures et des sols adaptés en Afrique (VACS)*, par le biais de notre partenariat avec le CGIAR et en tant que membre du comité consultatif.
- Nous mobilisons les investissements du secteur privé au bénéfice des petits exploitants agricoles et des agro-entreprises, notamment à travers le programme *Partnerships for Forests*, qui promeut la durabilité et la résilience du secteur du café.
- Nous avons lancé conjointement le Pacte mondial pour l'intégration de la nutrition, afin d'accélérer les actions visant à mettre fin à la malnutrition. 84 pays et organisations y ont adhéré.
- En tant que coprésidente, aux côtés de FinDev et du CDP, British International Investment (BII) soutient une coalition de BPD et d'IFD du G7, afin de renforcer les co-investissements en faveur de l'agriculture durable et de la transformation des systèmes alimentaires.
- Nous sommes un acteur de premier plan du financement des risques de catastrophe (DRF) à l'échelle mondiale. Lors de la Conférence sur le financement du développement, nous avons rejoint la Barbade pour lancer un appel à l'action visant à augmenter les financements préalablement arrangés.
- En collaboration avec la Banque mondiale, nous animons conjointement le Dialogue politique mondial pour une agriculture durable, avec pour objectif d'initier des réformes politiques et de réorienter les investissements publics et privés vers des pratiques agricoles durables.
- Nous réitérons notre engagement en faveur des objectifs énoncés dans la Déclaration d'Hiroshima pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente, ainsi que ceux de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire.

États-Unis

Les États-Unis déploient, depuis de nombreuses années, des efforts concertés à travers leurs agences fédérales pour lutter contre la faim et améliorer la nutrition à l'échelle mondiale.

En 2023, les États-Unis, aux côtés des autres membres du G7, ont fait progresser un vaste programme sur la sécurité alimentaire, mettant l'accent sur les systèmes alimentaires et la résilience. Bien que ces efforts aient reflété les priorités de l'époque, les États-Unis insistent aujourd'hui sur l'urgence de fournir une aide alimentaire d'urgence vitale, de prévenir les famines, et de concentrer les ressources directement sur les crises humanitaires.

Pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire, les États-Unis ont précédemment investi dans la recherche agricole afin d'accroître la productivité, de développer des semences et des sols résilients, et d'améliorer les résultats nutritionnels à travers des initiatives telles que VACS, Feed the Future, ainsi que des investissements dans le CGIAR et la FAO, dont les niveaux de financement ne devraient toutefois pas être maintenus. Ces efforts de recherche visaient à fournir des solutions localisées répondant aux besoins des petits exploitants agricoles. Les États-Unis ont également mobilisé le secteur privé pour encourager les investissements dans les innovations agricoles et le soutien aux petites et moyennes entreprises. Afin d'éviter les cloisonnements et les doublons, ils ont coordonné étroitement leurs actions avec les membres du G7, les bailleurs souverains et les organisations internationales, afin de renforcer l'impact et la durabilité de la lutte mondiale contre la faim et la pauvreté.

Au cours des années précédentes, nos programmes ont mis l'accent sur le renforcement des systèmes alimentaires à travers l'amélioration des pratiques agricoles et des investissements dans les chaînes de valeur. Bien que ces activités aient reflété les priorités antérieures, les États-Unis concentrent désormais leur attention sur l'accès urgent à la nourriture et à la nutrition en période de crise, afin d'aider les familles à accéder immédiatement à l'alimentation face aux conflits, à la sécheresse ou au terrorisme. Les États-Unis continueront à coordonner leurs efforts avec les membres du G7 et les autres bailleurs, avec un accent renforcé sur le partage équitable des charges financières, l'efficacité et la responsabilité.

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

États-Unis — Résumé (2023, millions USD)

Indicateur	Montant
1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral)	2,066.2
1.2 Agriculture (y compris les forêts et la pêche)	1269.5
1.3 Nutrition de base	152.6
1.4 Systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne	1,104.8

1.5 L'aide alimentaire

États-Unis – L'aide alimentaire (2023, millions USD)

Type	Montant
Aide alimentaire urgence	2,378.4
Aide alimentaire au développement	374.2

1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier

États-Unis – Instrument financier (2023, millions USD)

Type	Montant
Subventions	1,269.5
Prêts (équivalent-subvention)	

1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires

États-Unis – Organisations multilatérales (2023)

Organisation	Pourcentage imputé des contributions de base aux systèmes agroalimentaires	Montant (en millions USD)
FAO	Contribution de base (67%)	44.41
WHO	Contribution de base (2%)	1.68
UNICEF	Contribution de base (3%)	4.28
IFAD	Contribution de base (73%)	31.39
World Bank Group (IBRD/IDA, IFC, MIGA)	Contribution de base (11%)	183.93
AfDB	Contribution de base (16%)	8.74
UNDP	Contribution de base (1%)	0.81
Total		275.23

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Durabilité environnementale

États-Unis - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
2.1 a) Adaptation	aucun	aucun	aucun
2.1 b) Atténuation	aucun	aucun	aucun
2.1 c) Biodiversité	aucun	aucun	aucun
2.1 d) Désertification	aucun	aucun	aucun

2.2 Interventions sensibles à la nutrition

États-Unis - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur de politique nutritionnelle	294.31	6,132.89	15%

2.3 Objectifs liés au genre

États-Unis - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur d'égalité genre	aucun	aucun	aucun

2.4 Appui à d'autres priorités politiques thématiques

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement.

Les États-Unis ont renforcé la capacité mondiale de suivi de l'insécurité alimentaire aiguë grâce à leur Famine Early Warning Systems Network (réseau d'alerte précoce contre la famine) ; ils ont soutenu la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM) et leurs partenaires locaux dans la collecte et l'analyse

des données du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) ; et ont renforcé les systèmes d'information liés à l'agriculture.

Les États-Unis ont également investi dans des évaluations afin d'assurer la reddition de comptes et d'améliorer l'efficacité des programmes contribuant à la sécurité alimentaire dans d'autres pays. Ils ont financé des évaluations d'impact dans huit pays, examinant la manière dont les événements climatiques extrêmes, les parasites et les changements environnementaux entraînent des pertes de récoltes. Ces efforts visent à renforcer la résilience, en permettant aux pays de mieux s'approprier leur sécurité alimentaire, tout en aidant les individus et les communautés à préserver leur nutrition avant, pendant et après les crises.

3.2 Renforcement des capacités dans les systèmes agroalimentaires, y compris en matière de données, de statistiques, de gestion de la performance et de suivi

Les programmes des États-Unis ont permis d'atteindre 33 millions de personnes. Au cours de l'année fiscale 2023, les investissements des États-Unis en matière de sécurité alimentaire ont bénéficié à 33 millions de personnes à travers le monde, en apportant une nutrition vitale, en renforçant la productivité agricole et en consolidant la résilience des communautés face aux futurs chocs.

Renforcer l'impact sur la nutrition

Plus de 28,4 millions d'enfants de moins de cinq ans et 11,5 millions de femmes enceintes ont bénéficié de conseils nutritionnels, de supplémentation en micronutriments et de traitements contre la malnutrition aiguë sévère, répondant ainsi à l'une des principales menaces pour la survie infantile.

Stimuler la croissance agricole

Grâce aux investissements des États-Unis, environ 6,2 millions de producteurs ont adopté des pratiques agricoles améliorées sur plus de 4,5 millions d'hectares, avec des techniques résilientes appliquées sur plus de 2,8 millions d'hectares. Plus de 1,4 milliard de dollars américains de financements liés à l'agriculture ont été mobilisés, soit plus du double des niveaux de 2020, tandis que les ventes annuelles des producteurs et entreprises soutenus ont atteint un record de 4,6 milliards de dollars américains, dont 2,2 milliards provenant de petits exploitants.

Les États-Unis ont également investi 677 millions de dollars américains dans des partenariats avec le secteur privé liés à la production agricole et aux chaînes de valeur, soit plus du double du montant enregistré en 2020. Bien que ces investissements aient été réalisés dans les années précédentes, les États-Unis mettent désormais l'accent sur la responsabilité partagée et encouragent les autres pays à diriger leurs propres efforts de croissance agricole et de résilience, notre soutien étant concentré sur l'aide alimentaire vitale et le partage des responsabilités entre les partenaires.

Aider les pays à devenir autonomes

À travers 22 activités de résilience en matière de sécurité alimentaire, d'une valeur annuelle de 268 millions de dollars américains, les États-Unis ont investi dans des programmes visant à renforcer les communautés en amont des crises, en soutenant l'agriculture et les moyens de subsistance, la nutrition et les services de santé, la gestion des ressources naturelles, ainsi que l'amélioration des systèmes de marché et de gouvernance. Ces investissements ont eu un impact significatif et ont contribué à mieux préparer les pays partenaires à assurer leur propre autonomie. Les États-Unis encouragent les gouvernements partenaires, ainsi que la communauté des donateurs, à assumer une responsabilité accrue dans le renforcement durable de la résilience.

3.3 Mobilisation des financements du secteur privé

États-Unis – Financements du secteur privé (2023, millions USD)

Montant	373.164
---------	---------

3.4 Appui aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)

En 2023, les États-Unis ont poursuivi les priorités des présidences du G7 de 2022, 2023 et 2024 en matière de sécurité alimentaire mondiale, à travers des investissements substantiels, une action humanitaire coordonnée et des innovations agricoles ciblées.

Par l'intermédiaire du « Board for International Food and Agricultural Development (BIFAD) », organe consultatif du gouvernement américain en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole international, les États-Unis ont élaboré des recommandations concrètes visant à améliorer l'accès à une alimentation nutritive et abordable, à renforcer les systèmes agricoles face aux crises, et à accroître la capacité d'adaptation aux chocs climatiques. Ces recommandations ont contribué à orienter d'importantes initiatives, représentant plus d'un milliard de dollars américains par an dans des actions de croissance agricole, de résilience et de nutrition, ainsi que 365 millions USD par an pour réduire la vulnérabilité mondiale face aux chocs.

Depuis février 2022, les États-Unis ont octroyé 2,8 milliard de dollars américains en aide alimentaire d'urgence aux pays touchés par des crises. En 2022, ils ont engagé 2,76 milliard de dollars américains supplémentaires en faveur de la sécurité alimentaire mondiale, dont 2 milliards consacrés à des interventions de réponse rapide, incluant l'aide alimentaire directe, les services de santé, la nutrition, la protection, ainsi que les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Un montant supplémentaire de 760 millions de dollars américains a été dédié à l'appui aux pays vulnérables confrontés à la hausse des prix des denrées alimentaires, du carburant et des engrais. Ces investissements ont permis de répondre à des besoins urgents tout en renforçant la résilience à long terme.

Les États-Unis ont également contribué à des initiatives stratégiques axées sur l'innovation, telles que la *Vision for Adapted Crops and Soils (VACS)*, approuvée par le G7 en 2024 et reprise dans le cadre du Partenariat conjoint VACS, co-dirigé par la FAO et hébergé par le CIMMYT. Leur contribution de 108,9 millions de dollars américains aux partenaires du CGIAR, de la FAO et du FIDA a soutenu le développement et l'adoption de cultures diversifiées et nutritives, ainsi que de pratiques durables de gestion des sols dans plusieurs pays. Cette approche intégrée allie leadership politique, investissements stratégiques, réponses humanitaires rapides et innovation agricole à long terme pour favoriser des actions pilotées par les pays.

Union Européenne

L'Union européenne demeure fermement engagée en faveur de la sécurité alimentaire mondiale, tout en soutenant la transformation vers des systèmes alimentaires durables à l'échelle internationale. Répondre aux défis liés à la sécurité alimentaire nécessite des politiques et des actions transformatrices dans les secteurs clés, en intégrant systématiquement la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'action climatique ainsi qu'aux dimensions environnementale, économique et sociale des politiques, plans, programmes et investissements.

En 2023, l'UE a poursuivi la mise en œuvre de sa réponse en quatre volets à l'insécurité alimentaire mondiale, dans une approche « Équipe Europe », fondée sur la solidarité, la production, le commerce et le multilatéralisme, et soutenue par une enveloppe estimée à 18 milliards d'euros de subventions pour la période 2021–2024. Au-delà du financement, l'UE a continué de s'impliquer activement sur les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau mondial et auprès des organisations multilatérales, en particulier dans les États ou régions fragiles, à travers l'approche « Nexus humanitaire–développement–paix » (HDP).

En 2023, l'UE a versé plus de 2,1 milliards d'euros pour soutenir des systèmes agroalimentaires durables dans les pays partenaires, ainsi que 700 millions d'euros d'aide humanitaire en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans le cadre de sa stratégie Global Gateway, qui vise à combler le déficit mondial d'investissements en mobilisant jusqu'à 300 milliards d'euros d'ici à 2027, l'Union européenne soutient des investissements à long terme en faveur de la résilience et de la durabilité des systèmes alimentaires. Cela inclut un meilleur engagement du secteur privé dans les chaînes d'approvisionnement agricoles, des investissements dans la production locale durable, ainsi que dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'appui de l'UE couvre un large éventail d'actions, allant de la promotion de cultures résilientes au climat et de techniques de production durables (agroécologie, approches intégrées pour la santé et la fertilité des sols), au développement de la transformation locale (par exemple, la production d'aliments pour nourrissons), en passant par le soutien à la recherche et à l'innovation.

En 2023, l'UE a également réaffirmé son engagement en faveur de la nutrition, en dépassant de 1,9 milliard d'euros l'objectif de 4,4 milliards d'euros qu'elle s'était fixé lors du Sommet Nutrition for Growth (N4G) de Tokyo en 2021, pour la période 2021–2023.

Plusieurs événements clés, tels que la réunion des ministres de l'Agriculture de l'UE et de l'Union africaine en juin 2023, la revue mondiale des systèmes alimentaires des Nations Unies en juillet 2023, ou encore la COP28 en décembre 2023, ont permis à l'UE de confirmer son leadership et son engagement en faveur de la sécurité alimentaire mondiale. L'UE et ses 27 États membres ont figuré parmi les plus de 150 signataires de la Déclaration des Émirats arabes unis sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique adoptée à la COP28, affirmant conjointement que « l'agriculture et les systèmes alimentaires doivent de toute urgence s'adapter et se transformer pour répondre aux impératifs du changement climatique » et s'engageant à « promouvoir une sécurité alimentaire, une production et une nutrition durables, tout en conservant, protégeant et restaurant la nature ».

1.0 Dépenses liées aux systèmes alimentaires

Union Européenne — Résumé (2023, millions USD)

Indicateur	Montant
1.1 Total des décaissements au titre des systèmes agroalimentaires (canal bilatéral)	1,526.4
1.2 Agriculture (y compris les forêts et la pêche)	860.8
1.3 Nutrition de base	166.3
1.4 Systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne	717.6

1.5 L'aide alimentaire

Union Européenne – L'aide alimentaire (2023, millions USD)

Type	Montant
Aide alimentaire urgence	540.1
Aide alimentaire au développement	36.7

1.6 Décaissements au titre de l'agriculture par type d'instrument financier

Union Européenne – Instrument financier (2023, millions USD)

Type	Montant
Subventions	857.0
Prêts (équivalent-subvention)	3.8

1.7 Décaissements aux organisations multilatérales agroalimentaires

Union Européenne – Organisations multilatérales (2023)

Organisation	Pourcentage imputé des contributions de base aux systèmes agroalimentaires	Montant (en millions USD)
FAO	Contribution de base (67%)	0.308586
UNICEF	Contribution de base (3%)	27.032872
Total		27.341458

2.0 Priorités politiques thématiques

2.1 Durabilité environnementale

Union Européenne - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
2.1 a) Adaptation	366.153	433.653	87%
2.1 b) Atténuation	203.541	322.960	58%
2.1 c) Biodiversité	171.776	501.316	74%
2.1 d) Désertification	34.202	525.698	61%

2.2 Interventions sensibles à la nutrition

Union Européenne - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Nutrition Policy Marker	92.669	1,098.328	6%

2.3 Objectifs liés au genre

Union Européenne - engagement, 2023, millions USD

Marqueur	Principal	Significatif	% du portefeuille
Marqueur d'égalité genre	aucun	1,195.03	96%

2.4 Appui à d'autres priorités politiques thématiques

L'UE soutient la recherche et l'innovation dans la transformation des systèmes agricoles et alimentaires par divers mécanismes. Une recherche opportune et bien ciblée est essentielle pour permettre aux parties prenantes, tant à l'échelle mondiale que nationale, de relever efficacement les multiples défis liés à la durabilité des systèmes alimentaires.

Le programme DeSIRA (Development-Smart Innovation through Research in Agriculture), financé à hauteur de plus de 340 millions d'euros par l'UE et couvrant plus de soixante-dix projets, a pour objectif d'appuyer des initiatives de recherche et d'innovation en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il favorise des innovations responsables, en particulier dans la transition agroécologique vers des systèmes alimentaires durables. En 2023, les projets DeSIRA ont rapporté un nombre

important d'innovations, dont 952 innovations recensées au niveau des exploitations agricoles. Les priorités thématiques du programme incluent l'agriculture intelligente face au climat, l'agroécologie, la gestion durable des ressources naturelles, la numérisation et la mise œuvre de chaînes de valeur résilientes.

3.0 Autres priorités de développement et résultats

3.1 Appui aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition issus du portefeuille d'aide au développement.

En 2023, l'UE a versé 2,1 milliards d'euros sous forme de subventions bilatérales en faveur de systèmes aquatiques et agroalimentaires durables, afin de soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition. Ces versements ont concerné toutes les régions du monde, 46,2 % étant alloués à l'Afrique subsaharienne et 11 % à des projets à l'échelle mondiale. L'UE a également financé des interventions directes, ainsi qu'une part estimée des contributions indirectes transitant par des secteurs connexes tels que le développement rural, le commerce, l'éducation, la protection sociale, l'action climatique, la conservation de l'environnement et de la biodiversité, ainsi que l'observation de la Terre et les données spatiales, entre autres.

Exemples d'activités soutenues :

1. « Soutien de l'UE aux réformes de la stratégie nationale de sécurité sociale au Bangladesh » (contribution de l'UE : 132 millions d'euros), visant à renforcer l'efficacité et la couverture du système de protection sociale, avec un accent important sur la nutrition.
2. NaturAfrica – Phase 1, dans 6 méta-paysages en Afrique (contribution de l'UE : 160 millions d'euros), qui promeut la conservation de la biodiversité tout en créant des opportunités liées à l'économie verte grâce à des pratiques agro-pastorales durables, telles que l'aménagement du territoire, l'agroforesterie, l'agroécologie, l'agriculture intelligente face au climat, la gestion des parcours et les chaînes de valeur exemptes de déforestation. Ces activités s'inscrivent dans une approche intégrée de gestion des paysages visant à renforcer les moyens de subsistance des communautés.
3. Programme « Compétitivité commerciale de l'Afrique et accès aux marchés » (contribution de l'UE : 205 millions d'euros), qui vise à renforcer le commerce intra-africain et les échanges Afrique-UE en s'attaquant aux barrières non tarifaires et en consolidant les infrastructures qualité pour certaines chaînes de valeur. Conformément aux priorités stratégiques africaines, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un critère clé dans la présélection des chaînes de valeur potentielles, la chaîne de valeur des aliments pour nourrissons ayant été retenue parmi les quatre chaînes pilotes.

3.2 Renforcement des capacités dans les systèmes agroalimentaires, y compris en matière de données, de statistiques, de gestion de la performance et de suivi

In 2023, the EU continued its support to the En 2023, l'UE a poursuivi son soutien au Réseau mondial contre les crises alimentaires, notamment au Rapport mondial sur les crises alimentaires, à la Plateforme nationale d'information pour la nutrition (NIPN), au Portail sur la sécurité alimentaire, ainsi

qu'aux initiatives « Investir dans les données et les indicateurs pour mettre fin à la faim et à la malnutrition », en complément d'autres actions lancées les années précédentes.

L'UE a également mis en œuvre plusieurs projets dans le cadre de son portefeuille sur les systèmes agroalimentaires, à la fois sous forme d'activités intégrées et d'initiatives autonomes. Ces projets visent à renforcer les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à améliorer la qualité des données et les capacités statistiques, ainsi qu'à renforcer les dispositifs d'alerte précoce, de suivi et d'analyse pour des politiques fondées sur des données probantes afin de lutter contre la faim.

Exemples de projets : Produire des informations fiables sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin d'orienter les politiques et les interventions visant à mettre fin à la faim et à la malnutrition ; mise en place d'un réseau de systèmes d'information sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les îles de l'océan Indien ; renforcement de la prise de décision fondée sur des données probantes au Yémen, grâce à l'amélioration des systèmes d'information et d'analyse sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance ; initiative KAMEH – Échange mutualisé de connaissances agricoles pour l'espoir en Syrie ; appui au renforcement des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République démocratique du Congo ; soutien au Groupe de réponse aux crises mondiales des Nations Unies sur l'alimentation, l'énergie et la finance ; et initiative « Making Markets Work for Food Systems Transformation » (MMW2).

3.3 Mobilisation des financements du secteur privé

Union Européenne – Financements du secteur privé (2023, millions USD)

Montant	95.072
---------	--------

3.4 Appui aux priorités des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire des trois dernières présidences du G7 (2022, 2023, 2024)

2024 – Actions en soutien à l'Initiative Apulie pour les Systèmes Alimentaires (AFSI)

L'UE a collaboré étroitement avec l'Italie, en s'appuyant sur la dynamique impulsée par la Présidence italienne du G7, afin de soutenir les priorités en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de systèmes alimentaires durables.

Dans le cadre de l'Initiative du G7 sur le café, l'Italie a lancé l'initiative phare « Sustainable Coffee : Strengthening Value Chain and Climate Resilience in Africa » au titre de la passerelle mondiale (Global Gateway) 2025, et a rejoint l'initiative Équipe Europe sur les chaînes de valeur exemptes de déforestation, avec des contributions spécifiquement allouées au secteur du café. En partenariat avec la plateforme italienne EFI, la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) et l'Union européenne, un mécanisme de garantie d'un montant de 109,5 millions d'euros, baptisé « TERRA », a été mis en place. Il vise à accélérer le développement de systèmes agroalimentaires durables grâce à un renforcement des capacités intégré et un meilleur accès à un financement innovant, en Turquie, en Égypte, au Maroc, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Tanzanie, en Ouganda, et plus largement en Afrique de l'Est.

L'UE a démontré son engagement en matière de nutrition et son rôle de leader lors du Sommet N4G, en s'engageant à hauteur de 3,4 milliards d'euros pour la période 2024-2027, prolongeant

ainsi les engagements pris lors des Sommets N4G de 2013 et 2021. L'UE a dépassé ses engagements financiers pour la nutrition sur la période 2021-2024, et est en bonne voie pour atteindre son objectif de réduction du retard de croissance chez 7 millions d'enfants. La majorité des financements de l'UE ayant un objectif nutritionnel (71 %) ont été alloués à l'Afrique, continent présentant l'écart le plus important entre le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance et la cible de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) pour 2025. En parallèle, un soutien a également été apporté à plusieurs pays d'Asie, du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes où la prévalence du retard de croissance reste élevée.

2023 – Actions en soutien à la résilience (Déclaration d'Hiroshima pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente)

Afin d'accompagner la transition durable des systèmes agroalimentaires, deux nouvelles initiatives ont été signées avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), en appui aux pratiques agroécologiques et à la restauration de la santé des sols dans les pays ACP, pour un montant supérieur à 70 millions d'euros. Ces actions visent à améliorer l'accès aux biosolutions agroécologiques, notamment les semences, les intrants biologiques (engrais organiques et biopesticides), et les équipements mécaniques adaptés aux pratiques agricoles à petite échelle, ainsi que la fertilité des sols et l'accès au financement pour les petits investisseurs ruraux.

2022 – Actions en soutien à l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (initiative triennale achevée en 2024) Déclaration du G7 sur la sécurité alimentaire mondiale

En 2022, parallèlement à sa programmation pluriannuelle, l'UE a lancé des mesures ciblées pour répondre à l'aggravation de la crise alimentaire. Elle a mobilisé 600 millions d'euros pour soutenir des systèmes agroalimentaires durables et fournir une assistance immédiate aux pays les plus vulnérables d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Par ailleurs, elle a accordé 210 millions d'euros d'aide humanitaire à 15 pays gravement touchés par l'insécurité alimentaire croissante, et adopté un paquet d'aide de 225 millions d'euros en faveur du Voisinage Sud pour atténuer les effets de potentielles crises alimentaires émergentes. Ces interventions ont renforcé les objectifs de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire dans le cadre du G7. L'UE soutient le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) à hauteur de 1,2 million d'euros (2024-2030), ainsi qu'avec un appui technique continu assuré par son Centre commun de recherche (CCR).

Depuis mai 2022 et jusqu'à juillet 2025, les « corridors de solidarité » de l'UE, reposant sur des itinéraires alternatifs par rail, route et voies navigables, ont permis à l'Ukraine d'exporter 187 millions de tonnes de marchandises, dont 86 millions de tonnes de céréales, d'oléagineux et de produits dérivés, et d'importer 78 millions de tonnes de fournitures essentielles. Ce commerce, représentant une valeur de 219 milliards d'euros (dont 156 milliards d'euros d'importations), est soutenu par plus de 2 milliards d'euros d'investissements de l'UE et de ses partenaires, destinés à l'augmentation des capacités, à la réparation des infrastructures et au soutien à la liquidité des opérateurs, renforçant ainsi la sécurité alimentaire mondiale tout en soutenant l'économie ukrainienne.